

Recueil statistique de l'assurance vieillesse des professions libérales

Edition 2017



**CNAVPL**

ASSURANCE VIEILLESSE DES PROFESSIONS LIBERALES

RECUEIL STATISTIQUE 2017

AVIS AUX LECTEURS

Cette publication, poursuivant un objectif de vulgarisation de l'ensemble des textes qui régissent l'assurance vieillesse et invalidité des membres des professions libérales, ne prétend pas à l'exhaustivité et n'a nullement vocation à se substituer à l'information délivrée par les sections professionnelles de l'organisation autonome d'assurance vieillesse des professions libérales à leurs adhérents.

En conséquence, la responsabilité civile de la CNAVPL ne saurait être engagée, en raison d'une interprétation erronée ou d'une erreur de transcription des textes reproduits susceptibles de causer un préjudice quelconque à un assuré social, dans le cadre de l'application des règles de la responsabilité civile délictuelle ou quasi-délictuelle (article 1382 et suivants du code civil).

La reproduction et l'adaptation, en totalité ou par extraits, de ce document nécessitent l'autorisation préalable de la CNAVPL et la mention d'origine.

Préambule

L'organisation autonome d'assurance vieillesse des professions libérales a été instituée par la loi n° 48-101 du 17 janvier 1948 codifiée depuis dans le livre VI du code de la sécurité sociale. Elle comprend la caisse nationale d'assurance vieillesse des professions libérales et dix sections professionnelles.

L'article L. 640-1 du code définit le champ d'application de l'organisation.

Sont affiliées aux régimes d'assurance vieillesse et invalidité-décès des professions libérales les personnes exerçant l'une des professions suivantes :

1°) médecin, chirurgien-dentiste, sage-femme, pharmacien, auxiliaire médical ;

2°) notaire, huissier de justice, personne ayant la qualité de commissaire-priseur judiciaire ou habilité à diriger les ventes dans les conditions prévues à l'article L. 321-4 du code de commerce, syndic ou administrateur et liquidateur judiciaire, agréé, greffier, expert devant les tribunaux, personne bénéficiaire de l'agrément prévu par l'article L. 472-1 du code de l'action sociale et des familles, courtier en valeurs, arbitre devant le tribunal de commerce, artiste non mentionné à l'article L. 382-1, ingénieur-conseil, architecte, géomètre, expert-comptable, vétérinaire, agent général d'assurances ;

3°) et d'une manière générale, toute personne autre que les avocats, exerçant une activité professionnelle non-salariée et qui n'est pas assimilée à une activité salariée pour l'application du livre III du présent code, lorsque cette activité ne relève pas d'une autre organisation autonome en vertu des articles L. 622-3, L. 622-4, L. 622-6 ou d'un décret pris en application de l'article L. 622-7.

Le nombre de sections professionnelles a évolué depuis 1948 en plusieurs étapes.

La section professionnelle des avocats (75 L. 01) a été disjointe par décret n° 54-1253 du 22 décembre 1954 et constitue un régime séparé de l'organisation. Les conseillers juridiques ont quitté la CIPAV pour rejoindre la CNBF le 1^{er} janvier 1992.

La section professionnelle des gens de lettres (75 L. 16) n'a jamais fonctionné.

Les ministres du culte catholique, qui devaient constituer une section professionnelle, ont été, sur leur demande, exclus de l'organisation par la loi n° 50-222 du 19 février 1950.

La loi n° 75-1348 du 31 décembre 1975 (article L. 382-1 et suivants du code de la sécurité sociale) a prévu que les artistes auteurs d'oeuvres littéraires et dramatiques, musicales et chorégraphiques, audiovisuelles et cinématographiques, graphiques et plastiques, seraient affiliés au régime général de la sécurité sociale à compter du 1^{er} janvier 1977. En application de cette loi, le décret n° 77-221 du 8 mars 1977 a supprimé les sections des arts graphiques et plastiques (75 L.10) (CAVAR) et des musiciens et auteurs (CAVMU) (75 L.12) pour instituer la caisse de retraite de l'enseignement et des arts appliqués (CREA) qui reprend le numéro 75 L.18.

Le décret 77-1324 du 22 novembre 1977 a fusionné les sections des architectes (CA AVA) et des ingénieurs techniciens experts et conseils (CAVITEC) pour donner naissance à la caisse interprofessionnelle de prévoyance et d'assurance vieillesse (CIPAV) qui a pris le numéro 75 L.19.

Par les décrets 99-912 et 99-913 du 21 octobre 1999, la caisse autonome de retraite des géomètres-experts, experts agricoles et fonciers (CARGE) a été intégrée au sein de la caisse interprofessionnelle de prévoyance et d'assurance vieillesse.

Le 1^{er} janvier 2004, la CREA a été intégrée dans la CIPAV (décrets n° 2004-460 et 2004-461 du 27 mai 2004).

Le 1^{er} janvier 2009, la CARCD et la CARSAF ont fusionné en une caisse unique, la CARCDSF (décret n° 2008-1421 du 19 décembre 2008).

LISTE DES CAISSES ET DES PROFESSIONS DE L'ORGANISATION AU 1^{er} JANVIER 2017

CPRN CAISSE DE PREVOYANCE ET DE RETRAITE DES NOTAIRES

43 avenue Hoche - 75008 PARIS
Tél. : 01 53 81 75 00 - Fax : 01 45 72 09 05
Internet : www.crn.fr - E-mail : retraite@crn.fr

Professions :
○ *Notaires*

CAVOM CAISSE D'ASSURANCE VIEILLESSE DES OFFICIERS MINISTERIELS, OFFICIERS PUBLICS ET DES COMPAGNIES JUDICIAIRES

9 rue de Vienne - 75403 PARIS CEDEX 08
Tél. : 01 44 95 68 00 cotisations - 01 44 95 68 01 retraites/prestations
Fax : 01 44 95 68 08
Internet : www.cavom.org - E-mail : contact@cavom.fr

Professions :
○ *Huissiers de justice*
○ *Commissaires-Priseurs judiciaires*
○ *Administrateurs judiciaires*
○ *Mandataires judiciaires à la liquidation des entreprises*
○ *Greffiers près les Tribunaux de commerce*
○ *Arbitres près les Tribunaux de commerce*

CARMF CAISSE AUTONOME DE RETRAITE DES MEDECINS DE FRANCE

46 rue Saint Ferdinand - 75841 PARIS CEDEX 17
Tél. : 01 40 68 32 00 - Fax affiliés : 01 40 68 33 63 - Fax allocataires : 01 40 68 33 34
Internet : www.carmf.fr - E-mail : affiliations.cotis@carmf.fr
allocataires@carmf.fr

Professions :
○ *Docteurs en médecine*

CARCDSF CAISSE AUTONOME DE RETRAITE DES CHIRURGIENS DENTISTES ET DES SAGES-FEMMES

50 avenue Hoche - 75381 PARIS CEDEX 08
Dentistes - Tél. : 01 40 55 42 42 - Fax : 01 42 67 43 70
Sages-femmes - Tél. : 01 40 55 63 50 - Fax : 01 40 55 63 51
Internet : www.carcdsf.fr - E-mail : contacts@carcdsf.fr

Professions :
○ *Chirurgiens dentistes*
○ *Sages-femmes*

CAVP
CAISSE D'ASSURANCE VIEILLESSE DES PHARMACIENS

45 rue Caumartin - 75441 PARIS CEDEX 09
Tél. : 01 42 66 90 37 - Fax : 01 42 66 25 50
Internet : www.cavp.fr - E-mail : cavp@cavp.fr

Professions :

- *Pharmaciens*
- *Directeurs de laboratoires d'analyses médicales non médecins*

CARPIMKO
**CAISSE AUTONOME DE RETRAITE ET DE PREVOYANCE DES INFIRMIERS,
MASSEURS-KINESITHERAPEUTES, PEDICURES-PODOLOGUES,
ORTHOPHONISTES ET ORTHOPTISTES**

6 place Charles de Gaulle - 78882 SAINT-QUENTIN EN YVELINES CEDEX
Tél. : 01 30 48 10 00 - Fax : 01 30 48 10 77
Internet : www.carpimko.fr

Professions :

- *Infirmiers*
- *Masseurs-Kinésithérapeutes*
- *Pédicures-Podologues*
- *Orthophonistes*
- *Orthoptistes*

CARPV
CAISSE AUTONOME DE RETRAITES ET DE PREVOYANCE DES VETERINAIRES

64 avenue Raymond Poincaré - 75116 PARIS
Tél. : 01 47 70 72 53 - Fax : 01 53 24 92 17
Internet : www.carpv.fr - E-mail : contact@carpv.fr

Professions :

- *Docteurs Vétérinaires*

CAVAMAC
**CAISSE D'ALLOCATION VIEILLESSE DES AGENTS GENERAUX
ET DES MANDATAIRES NON SALARIES D'ASSURANCE ET DE CAPITALISATION**

30 rue Olivier Noyer - CS N° 51432 - 75676 PARIS CEDEX 14
Tél. : 01 81 69 36 00 - Fax : 01 81 69 35 90
Internet : www.cavamac.fr - E-mail : relations.agents@cavamac.fr

Professions :

Personnes exerçant l'activité d'agent général d'assurances à titre libéral ou au sein d'une société de capitaux en qualité de :

- *Associé gérant de SARL*
- *Associé commandité gérant de société en commandite par actions*
- *PDG ou DG de SA*

CAVEC
CAISSE D'ASSURANCE VIEILLESSE DES EXPERTS-COMPTABLES
ET DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

48 bis rue Fabert - 75007 PARIS
Tél. : 01 80 49 25 25 - Fax : 01 80 49 25 26
Internet : www.cavec.fr - E-mail : contact@cavec.fr

Professions :

- *Experts-Comptables inscrits à l'une des sections du Tableau de l'Ordre suivant les dispositions de l'ordonnance n° 45-2138 du 19 septembre 1945 modifiée*
- *Les Commissaires aux comptes exerçant leur profession à titre indépendant dans les conditions déterminées par le décret n° 69-810 du 12 août 1969*
- *Les personnes autorisées à exercer les professions énumérées ci-dessus en application de l'article 26 de l'ordonnance précitée du 19 septembre 1945*

CIPAV
CAISSE INTERPROFESSIONNELLE DE PREVOYANCE
ET D'ASSURANCE VIEILLESSE

9 rue de Vienne - 75403 PARIS CEDEX 08
Tél. : 01 44 95 68 20 - Fax : 01 53 75 20 41
Internet : www.lacipav.fr

Professions :

Les personnes qui exercent à titre libéral la profession d'architecte, d'agréé en architecture, d'ingénieur-conseil, d'expert, de géomètre, de conseil (notamment conseil de gestion, conseil en brevets d'invention, conseil en relations publiques, psychologue-conseil, audit conseil), d'actuaire, de consultant, d'analyste programmeur, d'archéologue, de psychothérapeute, de psychanalyste (non médecin), d'ostéopathe, d'attaché de presse, de diététicien, de traducteur technique, d'interprète, de métreur, de vérificateur, de dessinateur technique, de dessinateur projeteur, de maître d'oeuvre, d'économiste de la construction, de technicien (notamment du bâtiment), de sténotypiste de conférences, d'interprète de conférences, d'agent privé de recherches et de renseignements, de chargé d'enquêtes, de secrétaire à domicile, d'écrivain public, de vigile et assimilés, artiste auteur ne relevant pas de l'article L.382-1 du CSS, enseignant, moniteur de ski, professionnel du sport, du tourisme et des relations publiques.

CNAVPL
CAISSE NATIONALE D'ASSURANCE VIEILLESSE DES PROFESSIONS LIBERALES

102 rue de Miromesnil - 75008 PARIS
Tél. : 01 44 95 01 50 - Fax : 01 45 61 91 37
Internet : www.cnavpl.fr

REGIME D'ASSURANCE VIEILLESSE DE BASE

ASSURANCE VIEILLESSE DE BASE GENERALITES

L'objet initial des sections professionnelles de l'organisation autonome d'assurance vieillesse des professions libérales était de servir, sous certaines conditions, une allocation vieillesse dont le taux était fixé à la moitié de celui de l'Allocation aux Vieux Travailleurs Salariés (AVTS).

Par le décret n° 62-439 du 14 avril 1962, ce taux a été porté au même niveau que celui de l'allocation aux vieux travailleurs salariés.

Le 1^{er} juillet 1978, les périodes d'activité supérieures à 15 ans sont prises en compte.

Le 1^{er} janvier 1983, la condition de 15 années d'activité est supprimée pour l'octroi d'une pension et le montant de l'allocation est donc égal à 1/15^{ème} d'AVTS par année cotisée.

Le 1^{er} janvier 1993 (loi n° 91-73 du 18 janvier 1991), une fraction de la cotisation du régime de base est devenue proportionnelle aux revenus, dans la limite de 5 fois le plafond de la sécurité sociale.

Le 1^{er} janvier 2004 (loi n° 2003-775 du 21 août 2003 portant réforme des retraites), la cotisation est entièrement proportionnelle aux revenus non salariés divisés en 2 tranches. Chaque tranche est affectée d'un taux de cotisation. Les droits sont proportionnels.

Les conjoints collaborateurs non affiliés à un régime d'assurance vieillesse pouvaient adhérer, à titre volontaire, au régime vieillesse de base depuis le 1^{er} octobre 1989. L'article 12 de la loi du 2 août 2005 en faveur des PME rend obligatoire le choix pour le conjoint du chef d'entreprise entre les statuts de conjoint collaborateur, conjoint salarié ou conjoint associé. Ce nouveau statut est entré en application à compter du 1^{er} juillet 2007.

Les décrets n° 2007-582 du 19 avril 2007 relatif aux cotisations d'assurance vieillesse des conjoints collaborateurs des professionnels libéraux et n° 2011-699 du 20 juin 2011 relatif aux régimes d'assurance invalidité-décès des professionnels libéraux et de leurs conjoints collaborateurs ont complété les décrets instituant les régimes complémentaires et les régimes invalidité-décès afin de rendre effectif l'accès des conjoints ou pacsés collaborateurs à ces régimes et de fixer la cotisation au quart ou à la moitié de celle due par le professionnel.

Depuis le 1^{er} janvier 2015 (décret n°2014-1413 du 27 novembre 2014), les paramètres du régime d'assurance vieillesse de base des professionnels libéraux ont été réformés. Le plafond de la première tranche de revenus est porté de 85% à 100% du plafond annuel de la sécurité sociale. La seconde tranche de revenus est comprise entre 0 et 5 fois le plafond de la sécurité sociale. Le taux de la première tranche est de 8,23%, celui de la seconde tranche est de 1,87%.

Le décret n°2017-301 du 8 mars 2017 prévoit que la base de cotisation forfaitaire de 2^{ème} année d'activité est alignée sur celle de 1^{ère} année (19% du PSS). Toutefois cette mesure s'applique à compter des créations d'entreprises intervenues à compter du 1^{er} janvier 2017 ; les assurés qui sont en 2^{ème} année d'activité en 2017 ne sont donc pas concernés.

ASSURANCE VIEILLESSE DE BASE PENSIONS

DROITS DES TITULAIRES

Historique des décret n° 49-456 du 30 mars 1949 codifié dans le livre VI titre IV chapitre 3 section 2 du CSS, loi n° 2003-775 du 21 août 2003 portant réforme des retraites, décret n° 2004-460 et décret n° 2004-461 du 27 mai 2004, loi n° 2010-1330 du 9 novembre 2010 portant réforme des retraites, décret n° 2010-1734 du 30 décembre 2010, décret n° 2011-620 du 31 mai 2011, décret n° 2011-916 du 1^{er} août 2011, loi n° 2011-1906 de financement de la sécurité sociale du 21 décembre 2011, et loi garantissant l'avenir et la justice du système de retraites n°2014-14 du 20 janvier 2014, décret n° 2014-1413 du 27 novembre 2014.

Âge légal de départ à la retraite

Date de naissance	Âge légal de départ à la retraite	Âge légal de départ à la retraite au taux plein	Durée d'assurance au taux plein (en trimestres)
Avant 1949	60 ans	65 ans	160
1949	60 ans	65 ans	161
1950	60 ans	65 ans	162
1 ^{er} semestre 1951	60 ans	65 ans	163
2 ^{ème} semestre 1951	60 ans et 4 mois	65 ans et 4 mois	163
1952	60 ans et 9 mois	65 ans et 9 mois	164
1953	61 ans et 2 mois	66 ans et 2 mois	165
1954	61 ans et 7 mois	66 ans et 7 mois	165
1955-1956-1957	62 ans	67 ans	166
1958-1959-1960	62 ans	67 ans	167
1961-1962-1963	62 ans	67 ans	168
1964-1965-1966	62 ans	67 ans	169
1967-1968-1969	62 ans	67 ans	170
1970-1971-1972	62 ans	67 ans	171
1973 et plus	62 ans	67 ans	172

Age minimum de liquidation d'une pension pleine

► Principe

L'affilié bénéficie d'une pension pleine dès l'âge légal de départ à la retraite, s'il justifie tous régimes confondus, de la durée d'assurance nécessaire à l'obtention d'une pension pleine.

► Cas particuliers où l'affilié bénéficie d'une pension pleine

- Avant l'âge légal de départ à la retraite :
 - s'il a commencé son activité très jeune et a acquis un certain nombre de trimestres, ou
 - s'il a accompli, dans le régime de retraite de base des professions libérales et, le cas échéant dans un ou plusieurs autres régimes obligatoires, tout en étant travailleur handicapé, une durée d'assurance et une durée de cotisation effective minimale.
- Dès l'âge légal de départ à la retraite, quel que soit le nombre de trimestres acquis, s'il justifie être :

- totalement et définitivement inapte au travail, ou
 - invalide de guerre à 85% au moins, ou
 - titulaire de la carte de déporté ou interné de la Résistance ou de la carte de déporté ou interné politique, ou
 - ancien combattant ou ancien prisonnier de guerre, sous certaines conditions de durée de captivité ou de mobilisation, ou
 - travailleur handicapé.
- A l'âge de 65 ans, quel que soit le nombre de trimestre acquis, s'il est né à compter du 1^{er} juillet 1951 et s'il justifie :
 - avoir interrompu au moins trente mois consécutifs son activité professionnelle en raison de sa qualité d'aidant familial, ou
 - être handicapé en étant atteint d'une incapacité permanente supérieure à 50%, ou
 - être parent d'enfant handicapé s'il peut justifier, soit d'avoir bénéficié d'au moins un trimestre d'assurance au titre de la majoration de durée d'assurance vieillesse pour enfant handicapé, soit d'avoir apporté une aide effective à son enfant bénéficiaire de la compensation de handicap, pendant une durée minimale de 30 mois, ou
 - être né entre le 1^{er} juillet 1951 et le 31 décembre 1955 inclus et remplir les conditions cumulatives suivantes : avoir eu ou élevé au moins trois enfants ; avoir interrompu ou réduit son activité professionnelle pour se consacrer à l'éducation d'au moins un enfant ; avoir validé sous certaines conditions au moins huit trimestres.
 - A l'âge légal de départ à la retraite à taux plein.

Anticipation (R. 643-7 C.S.S.)

Les professionnels libéraux qui souhaitent bénéficier de leur pension de retraite avant l'âge légal de départ à la retraite à taux plein mais ne disposent pas de la durée d'assurance requise (tous régimes confondus) pour l'obtention d'une pension à taux plein, se voient appliquer un coefficient de minoration de 1,25% par trimestre manquant dans la limite de 20 trimestres (25%), applicable au plus petit des nombres de trimestres manquant pour atteindre :

- l'âge légal de départ à la retraite à taux plein,
- la durée d'assurance nécessaire.

Prorogation (R. 643-8 C.S.S.)

Aux professionnels libéraux qui demandent à bénéficier de leur pension de retraite au-delà de l'âge légal de départ à la retraite et de la durée d'assurance requise pour l'obtention du taux plein, un coefficient de majoration de 0,75% par trimestre supplémentaire cotisé à partir du 1^{er} janvier 2004 est appliqué sur le montant de leur pension.

Détermination du montant de la pension

Le montant de la pension est calculé au moyen de 3 paramètres :

- le nombre de points acquis par l'assuré,
- la valeur du point,
- le taux de liquidation variable en fonction de la durée d'assurance.

Nombre de points (D. 643-1 C.S.S.)

Les trimestres validés avant le 1^{er} janvier 2004 sont convertis en points à raison de 100 points par trimestre.

Le nombre de points acquis est déterminé en fonction des revenus professionnels soumis à cotisations :

- de 2004 à 2014 : La cotisation maximale sur T1 permet d'acquérir 450 points, la cotisation maximale sur T2 permet d'acquérir 100 points.
- à compter de 2015 : La cotisation maximale sur T1 permet d'acquérir 525 points, la cotisation maximale sur T2 permet d'acquérir 25 points.

Pour chaque tranche, le nombre de points attribué est calculé au prorata de la cotisation et arrondi à la décimale la plus proche.

Valeur du point est fixée à **0,5672 €** depuis le 1^{er} octobre 2017.

Lorsque les cotisations arriérées n'ont pas été acquittées dans le délai de cinq ans suivant la date de leur exigibilité, les périodes correspondantes ne sont pas prises en compte pour le calcul des points de retraite (R. 643-10).

Durée d'assurance (D. 643-3 C.S.S.)

Lors de la liquidation des droits, la durée d'assurance retenue inclut les trimestres acquis au titre des autres régimes de base obligatoires.

Pour la détermination des périodes d'assurance, il y a lieu de retenir autant de trimestres que les revenus professionnels ayant servi d'assiette au calcul des cotisations représentent de fois le montant du salaire minimum de croissance en vigueur au 1^{er} janvier de l'année considérée sur la base de 150 heures, avec un maximum de quatre trimestres par année civile d'affiliation (200 heures jusqu'au 1^{er} janvier 2014).

Les périodes de mobilisation et de captivité mentionnées à l'article L. 161-19 du code de la sécurité sociale et les périodes de service national légal sont comptées comme périodes d'assurance.

Majoration de durée d'assurance (L. 643-11)

Pour les enfants nés ou adoptés avant le 1^{er} janvier 2010, une majoration de 4 trimestres d'assurance par enfant au titre de la grossesse et de l'accouchement ou des démarches d'adoption est accordée par le régime de base des professions libérales aux femmes qui ont relevé exclusivement de ce régime.

De même, une majoration de 4 trimestres d'assurance par enfant au titre de l'éducation est accordée à ces femmes, sauf manifestation du père (avant le 30/6/2015).

Pour les enfants nés ou adoptés à compter du 1^{er} janvier 2010, les majorations au titre de l'éducation ou de l'adoption pourront être attribuées à l'un ou l'autre des parents ou réparties entre eux.

Périodes d'exercice (D. 643-9)

Lorsque les périodes d'assurance sont inférieures à quinze années et que le total de ces périodes et des périodes d'exercice* atteint au moins quinze années, la pension de retraite qui est versée est portée à l'allocation aux vieux travailleurs salariés, dont le montant est de **3 393,46 €** au 1^{er} avril 2017.

* Périodes de l'activité libérale antérieures au 1^{er} janvier 1949 ou à la date à laquelle l'activité professionnelle a été rattachée à l'organisation autonome d'assurance vieillesse des professions libérales.

Paiement des pensions

La pension est payable à terme échu chaque trimestre (mois dans certaines sections). Les premiers arrérages sont dus à compter du premier jour du trimestre civil suivant la demande de liquidation des droits (R. 643-6).

Précompte assurance maladie, CSG, CRDS et CASA

En vertu de la loi de financement de la sécurité sociale pour 1998 et dans le cadre du transfert des cotisations maladie sur la contribution sociale généralisée, les cotisations d'assurance maladie précomptées sur les retraites sont supprimées sauf pour certains retraités résidant à l'étranger.

Les sections prélèvent directement sur les pensions la contribution sociale généralisée (instituée par la loi de finances du 29 décembre 1990).

Le taux de la CSG est de 6,6% à compter de 2005.

Les sections prélèvent directement sur les pensions la contribution pour le remboursement de la dette sociale (créée par l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996).

Le taux de la CRDS est de 0,5%. En vertu de l'article 89 de la loi de finances pour 2001, l'assiette de la CRDS est alignée sur celle de la CSG pour les pensions de retraite et d'invalidité.

Des cas d'exonération sont prévus.

Depuis le 1^{er} avril 2013, les sections prélèvent également la contribution additionnelle de solidarité pour l'autonomie (CASA) dont le taux est de 0,3%.

Limitation des cumuls retraite - activité (L.643-6)

Depuis le 1^{er} janvier 2004, l'attribution de la pension de retraite de base est subordonnée à la cessation de l'activité libérale avec toutefois la possibilité d'exercer une activité libérale postérieurement à l'entrée en jouissance de la pension de retraite, celle-ci était alors servie sans cessation préalable de l'activité.

Depuis le 1^{er} janvier 2015, un assuré qui a cotisé dans plusieurs régimes de base et souhaite liquider ses droits dans l'un d'eux doit cesser toutes ses activités ou les poursuivre dans le cadre du cumul emploi retraite, dans les régimes où la loi l'autorise.

• Cumul partiel

L'exercice de l'activité libérale après liquidation de la pension doit procurer des revenus nets annuels inférieurs au plafond de la sécurité sociale soit 39 228 € en 2017.

Ne sont pas pris en compte les revenus tirés d'un certain nombre d'activités à caractère artistique, littéraire ou scientifique (participation à des activités juridictionnelles, consultations, participation à des jurys de concours publics ou à des instances consultatives ou délibératives) exercées à titre accessoire avant la liquidation de la pension de retraite.

Si l'assuré exerce une activité lui procurant des revenus supérieurs à ce seuil, le service de la pension sera suspendu à due concurrence du dépassement (elle sera écartée à compter de 2016).

Mais, en vertu du décret n°2017-416 du 27 mars 2017 relatif au plafonnement du cumul d'une activité rémunérée et d'une pension de retraite et au titre de dépassements du seuil intervenus à compter de 2017, la suspension de la pension est remplacée par une réduction du montant de la pension à due concurrence du dépassement.

Les modalités de cette réduction sont fixées par le décret susvisé. Elles impliquent notamment :

- la notification du dépassement du seuil au titre de l'année N et du montant de la réduction de pension en décembre N+1 ;
- l'application de la réduction de la pension sur toute l'année civile N+2, mensuellement, de janvier à décembre, quelle que soit la période pendant laquelle le dépassement a été constaté.

• Cumul intégral

Depuis le 1^{er} janvier 2009, le cumul intégral retraite-activité est possible. Il permet aux assurés de cumuler intégralement leur pension de retraite de base et le revenu de leur activité libérale sous les conditions suivantes :

- avoir liquidé leurs pensions personnelles de retraite des régimes légaux de base et complémentaires, français et étrangers ainsi que des régimes des organisations internationales ;
- avoir atteint l'âge du taux plein (67 ans pour les générations nées à partir de 1955), ou avoir atteint l'âge de départ à la retraite (62 ans pour les générations nées à partir de 1955) et justifier

de la durée d'assurance requise pour bénéficier d'une pension à taux plein.

Si ces conditions ne sont pas remplies, le dispositif de cumul partiel continue de s'appliquer.

Toutefois l'assuré peut cumuler intégralement sa retraite de base liquidée à taux plein et ses revenus d'activité sans avoir liquidé les pensions des régimes dans lesquels il n'a pas encore atteint l'âge requis pour liquider ses droits sans minoration.

Cet assouplissement concerne les périodes de cumul postérieures au 1^{er} janvier 2014.

Les assurés dont la première pension prend effet à compter du **1^{er} janvier 2015** ne pourront plus, en cas de poursuite ou de reprise d'activité, acquérir de droits dans quelque régime légal de retraite que ce soit, de base ou complémentaire, dès lors qu'ils auront liquidé un droit propre dans un régime légal de base.

DROITS DES CONJOINTS SURVIVANTS

Les conditions d'octroi de la pension de réversion ont été aménagées en 2004 et 2005 (articles 91 et 96 de la loi n° 2003-775 du 21 août 2003 portant réforme des retraites, 65 de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, du décret n° 2004-858 du 24 août 2004 et du décret n° 2005-1004 du 22 août 2005).

En cas de décès de l'assuré, la pension de réversion est versée au ou aux conjoints survivants sous condition de ressources et d'âge, au taux de 54%, sans condition de durée de mariage ou de remariage.

Conditions de ressources

Les ressources comprennent les revenus professionnels, les retraites, les pensions et le patrimoine du conjoint survivant ainsi que ceux de son éventuel partenaire PACS ou concubin.

Les ressources sont examinées sur les 3 derniers mois. Elles peuvent également être appréciées, en cas de rejet, sur les 12 derniers mois. La pension est, le cas échéant, écartée.

Plafond de ressources 2017

- Personne seule :
 - 5 075,20 € pour les 3 derniers mois
 - 20 300,80 € pour les 12 derniers mois (2080 fois le SMIC horaire)
- Personne en couple (suite à un remariage, un PACS ou un concubinage) :
 - 8 120,32 € pour les 3 derniers mois
 - 32 481,28 € pour les 12 derniers mois (1,6 fois le plafond prévu pour une personne seule)

La pension est révisable jusqu'à la date d'attribution de la dernière retraite personnelle de base ou complémentaire ou jusqu'à l'âge légal de départ en retraite si le conjoint survivant n'a jamais cotisé.

Conditions d'âge

Le conjoint survivant peut bénéficier de la retraite de réversion à 55 ans. Cet âge peut être abaissé à 51 ans si le conjoint ou ex-conjoint est décédé avant le 1^{er} janvier 2009 ou a disparu avant le 1^{er} janvier 2008.

Date d'entrée en jouissance (art. R. 353-7)

Le point de départ de la retraite de réversion peut être fixé au 1^{er} jour du mois suivant :

- le décès et, au plus tôt, au 1^{er} jour du mois suivant les 55 ans (ou 51 ans) du conjoint survivant s'il fait sa demande dans les 12 mois suivant le décès.
- le dépôt de la demande et, au plus tôt, au 1^{er} jour du mois suivant les 55 ans (ou 51 ans) du conjoint survivant s'il fait sa demande au delà des 12 mois suivant le décès.

Important :

Si le point de départ n'est pas fixé par le conjoint survivant, la retraite de réversion prend effet au plus tôt au 1^{er} jour du mois suivant le dépôt de la demande.

Majoration de la pension de réversion

A compter du 1^{er} janvier 2010, les titulaires d'une pension de réversion peuvent bénéficier d'une majoration de 11,1% de leurs droits servis par le régime de base à la triple condition :

- avoir plus de 65 ans ;
- ne pas disposer de retraites de droits propres ou dérivés, de base ou complémentaires, servies par un régime français ou étranger, dont la somme serait supérieure à 853,25 € par mois, ces retraites étant retenues pour leur montant brut ;
- avoir fait liquider l'ensemble de ses droits à retraite.

Coordination

Depuis le 1^{er} juillet 2006 (art. R.173-17 CSS), lorsque l'assuré décédé a relevé de plusieurs régimes de base parmi le régime général, la MSA, le RSI, la CAVIMAC et la CNAVPL, les pensions de réversion de base prenant effet à compter de cette date et que le conjoint survivant perçoit de ces régimes, sont désormais retenues dans le calcul des droits à servir en fonction des ressources.

Pour l'application de cette disposition, une demande unique de retraite de réversion doit être déposée, et un régime doit être désigné pour centraliser les montants des pensions de réversion, calculer le dépassement de ressources et informer les régimes en cause en vue de la répartition du dépassement. Il s'agit du « régime interlocuteur unique des pensions de réversion ».

ASSURANCE VIEILLESSE DE BASE DONNEES CHIFFREES

Valeur de service du point

Période de référence	Valeur de référence	Evolution	Année	Valeur annuelle	Evolution
Du 01/01/2004 au 31/12/2004	0,4840 €		2004	0,4840 €	
Du 01/01/2005 au 31/12/2005	0,4930 €	1,86%	2005	0,4930 €	1,86%
Du 01/01/2006 au 31/12/2006	0,5020 €	1,83%	2006	0,5020 €	1,83%
Du 01/01/2007 au 31/12/2007	0,5120 €	1,99%	2007	0,5120 €	1,99%
Du 01/01/2008 au 31/08/2008	0,5180 €	1,17%			
Du 01/09/2008 au 31/12/2008	0,5220 €	0,77%	2008	0,5193 €	1,43%
Du 01/01/2009 au 31/03/2009	0,5220 €	0,00%			
Du 01/04/2009 au 31/03/2010	0,5272 €	1,00%	2009	0,5259 €	1,26%
Du 01/04/2010 au 31/03/2011	0,5320 €	0,91%	2010	0,5308 €	0,93%
Du 01/04/2011 au 31/03/2012	0,5432 €	2,11%	2011	0,5404 €	1,81%
Du 01/04/2012 au 31/03/2013	0,5547 €	2,12%	2012	0,5518 €	2,11%
Du 01/04/2013 au 30/09/2014	0,5620 €	1,32%	2013	0,5602 €	1,52%
Du 01/10/2014 au 30/09/2015	0,5620 €	0,00%	2014	0,5620 €	0,32%
Du 01/10/2015 au 30/09/2016	0,5626 €	0,11%	2015	0,5622 €	0,04%
Du 01/10/2016 au 30/09/2017	0,5626 €	0,00%	2016	0,5626 €	0,07%
Du 01/10/2017 au 30/09/2018	0,5672 €	0,82%	2017	0,5638 €	0,21%

Ventilation des prestations du régime de base émises en 2016

Régime de base (en K€)	Titulaires	Titulaires L. 643-1	Conjoints coexistants	Conjoints survivants	Conjoints collaborateurs	Total
CPRN	30 041	-	-	4 574	35	34 650
CAVOM	16 019	(1)	-	2 690	28	18 736
CARMF	408 417	33	-	37 409	2 896	448 755
CARCDSE	135 027	4	1	12 655	314	148 001
CAVP	119 386	2	-	8 233	536	128 157
CARPIMKO	254 883	202	-	6 733	422	262 240
CARPV	23 262	-	-	4 266	-	27 528
CAVAMAC	84 693	48	-	17 156	487	102 384
CAVEC	55 352	11	-	5 573	135	61 071
CIPAV	195 308	280	-	18 166	284	214 038
	1 322 388	579	1	117 455	5 137	1 445 560

Pensions moyennes

Exercice	Titulaires (y compris L643-1)	Conjoints survivants	Exercice	Titulaires (y compris L643-1)	Conjoints survivants
1985	2 588,28 €	1 731,82 €	2001	3 709,75 €	2 262,59 €
1986	2 694,84 €	1 765,51 €	2002	3 763,92 €	2 277,89 €
1987	2 796,68 €	1 798,44 €	2003	3 809,38 €	2 313,45 €
1988	2 928,39 €	1 960,80 €	2004	3 874,91 €	2 363,15 €
1989	3 029,31 €	1 992,05 €	2005	3 936,36 €	2 471,59 €
1990	3 166,67 €	2 035,65 €	2006	4 017,77 €	2 538,22 €
1991	3 252,80 €	2 022,39 €	2007	4 130,33 €	2 460,72 €
1992	3 336,04 €	2 110,81 €	2008	4 160,43 €	2 623,83 €
1993	3 413,18 €	2 104,10 €	2009	4 222,09 €	2 286,47 €
1994	3 467,45 €	2 129,26 €	2010	4 247,01 €	2 436,73 €
1995	3 507,85 €	2 143,74 €	2011	4 404,52 €	2 457,77 €
1996	3 572,80 €	2 177,73 €	2012	4 533,30 €	2 489,41 €
1997	3 597,03 €	2 185,20 €	2013	4 585,92 €	2 509,07 €
1998	3 622,34 €	2 189,02 €	2014	4 636,40 €	2 505,80 €
1999	3 638,96 €	2 217,52 €	2015	4 635,02 €	2 473,42 €
2000	3 644,90 €	2 216,30 €	2016	4 642,32 €	2 478,21 €

Pensions moyennes exercice 2016	Titulaires (y compris L643-1)			Conjoints survivants		
	Prestations	Effectifs	Pensions moyennes	Prestations	Effectifs	Pensions moyennes
CPRN	30 040 558,05 €	4 687	6 409,34 €	4 574 038,80 €	1 525	2 999,37 €
CAVOM	16 018 047,83 €	2 466	6 495,56 €	2 689 688,01 €	885	3 039,20 €
CARMF	408 450 382,68 €	62 288	6 557,45 €	37 408 822,74 €	12 533	2 984,83 €
CARCDSF	135 031 889,38 €	19 831	6 809,13 €	12 654 557,51 €	4 382	2 887,85 €
CAVP	119 388 196,99 €	20 801	5 739,54 €	8 233 152,99 €	2 675	3 077,81 €
CARPIMKO	255 083 987,21 €	53 001	4 812,81 €	6 732 844,69 €	2 234	3 013,81 €
CARPV	23 261 975,55 €	3 604	6 454,49 €	4 265 983,26 €	1 252	3 407,33 €
CAVAMAC	84 740 532,92 €	27 549	3 075,99 €	17 156 470,73 €	10 019	1 712,39 €
CAVEC	55 363 527,71 €	9 209	6 011,89 €	5 573 183,84 €	2 043	2 727,94 €
CIPAV	195 588 336,62 €	81 544	2 398,56 €	18 165 827,26 €	9 847	1 844,81 €
	1 322 967 434,94 €	284 980	4 642,32 €	117 454 569,83 €	47 395	2 478,21 €

L'allocation aux vieux travailleurs salariés (AVTS)

Date d'effet	Allocation annuelle en €	Evolution en %	Moyenne annuelle en €	Evolution en %	Date d'effet	Allocation annuelle en €	Evolution en %	Moyenne annuelle en €	Evolution en %
1949	29,27		29,27		01/1985	1 926,96	3,44		
01/1950	32,01	9,36	32,01		07/1985	1 980,31	2,77	1 953,64	6,00
01/1951	37,50	17,15			01/1986	2 006,23	1,31		
10/1951	42,99	14,64	38,87		10/1986	2 016,90	0,53	2 008,90	2,83
01/1954	47,56	10,63	47,56		01/1987	2 053,49	1,81		
01/1956	52,32	10,01	52,32		07/1987	2 073,31	0,97	2 063,40	2,71
04/1962	91,47	74,83	81,68	56,12	01/1988	2 126,66	2,57		
07/1963	106,71	16,66	99,09	21,31	07/1988	2 154,10	1,29	2 140,38	3,73
01/1964	137,20	28,57			01/1989	2 181,55	1,27		
11/1964	152,45	11,12	139,74	41,02	07/1989	2 208,99	1,26	2 195,27	2,56
07/1965	167,69	10,00	160,07	14,55	01/1990	2 256,25	2,14		
01/1966	175,32	4,55			07/1990	2 285,21	1,28	2 270,73	3,44
07/1966	190,56	8,69	182,94	14,29	01/1991	2 324,09	1,70		
01/1967	198,18	4,00			07/1991	2 342,38	0,79	2 333,24	2,75
10/1967	213,43	7,70	201,99	10,41	01/1992	2 366,01	1,01		
01/1968	221,05	3,57			07/1992	2 408,69	1,80	2 387,35	2,32
07/1968	236,30	6,90	228,68	13,21	01/1993	2 440,71	1,33	2 440,71	2,24
10/1969	251,54	6,45	240,11	5,00	01/1994	2 489,64	2,00	2 489,64	2,00
10/1970	266,79	6,06	255,35	6,35	01/1995	2 519,52	1,20		
10/1971	282,03	5,71	270,60	5,97	07/1995	2 532,18	0,50	2 525,85	1,45
10/1972	320,14	13,51	291,56	7,74	01/1996	2 582,94	2,00	2 582,94	2,26
07/1973	343,01	7,14	331,58	13,73	01/1997	2 614,04	1,20	2 614,04	1,20
01/1974	373,50	8,89			01/1998	2 642,86	1,10	2 642,86	1,10
07/1974	457,35	22,45	415,43	25,29	01/1999	2 674,72	1,21	2 674,72	1,21
01/1975	495,46	8,33			01/2000	2 688,13	0,50	2 688,13	0,50
04/1975	533,57	7,69	524,04	26,15	01/2001	2 747,28	2,20	2 747,28	2,20
01/1976	571,68	7,14			01/2002	2 807,72	2,20	2 807,72	2,20
07/1976	609,80	6,67	590,74	12,73	01/2003	2 849,84	1,50	2 849,84	1,50
01/1977	655,53	7,50			01/2004	2 898,28	1,70	2 898,28	1,70
07/1977	724,13	10,46			01/2005	2 956,24	2,00	2 956,24	2,00
12/1977	800,36	10,53	696,18	17,85	01/2006	3 009,45	1,80	3 009,45	1,80
07/1978	884,20	10,48	842,28	20,99	01/2007	3 063,62	1,80	3 063,62	1,80
01/1979	975,67	10,34			01/2008	3 097,31	1,10		
07/1979	1 067,14	9,38			09/2008	3 122,08	0,80	3 105,57	1,37
12/1979	1 128,12	5,71	1 026,49	21,87	04/2009	3 153,30	1,00	3 145,50	1,29
06/1980	1 204,35	6,76	1 172,59	14,23	04/2010	3 181,67	0,90	3 174,58	0,92
01/1981	1 295,82	7,59			04/2011	3 248,48	2,10	3 231,78	1,80
07/1981	1 433,02	10,59	1 364,42	16,36	04/2012	3 316,69	2,10	3 299,64	2,10
01/1982	1 539,74	7,45			04/2013	3 359,80	1,30	3 349,02	1,50
07/1982	1 661,69	7,92	1 600,72	17,32	04/2014	3 379,95	0,60	3 374,91	0,77
01/1983	1 722,67	3,67			04/2015	3 379,95	0,00	3 379,95	0,15
07/1983	1 791,28	3,98	1 756,98	9,76	04/2016	3 383,32	0,10	3 382,48	0,07
01/1984	1 823,29	1,79			04/2017	3 393,46	0,30	3 390,93	0,25
07/1984	1 862,93	2,17	1 843,11	4,90					

ASSURANCE VIEILLESSE DE BASE COTISATIONS

Principe

Principaux textes applicables : L. 131-6, L. 131-6-1, L. 131-6-2, L. 133-6-2, L. 242-12-1, L. 642-1, L. 642-2-1, D. 131-1, D. 131-2, D. 131-3, D. 642-1, D. 642-3, D. 642-4, D. 642-6, D. 643-3 du CSS.

Depuis le 1^{er} janvier 2004 (loi n° 2003-775 du 21 août 2003 portant réforme des retraites), la cotisation est entièrement proportionnelle aux revenus non salariés. Ces revenus sont divisés en deux tranches, appelées T1 (0 à PASS) et T2 (0 à 5 PASS), et chaque tranche est affectée d'un taux de cotisation.

La cotisation est due pour l'année en cours, calculée, à titre provisionnel, en pourcentage du revenu de l'avant-dernière année et régularisée lorsque le revenu de l'année en cours est connu.

Taux de cotisation	Cotisation maximum		Nombre de points maximum	
	à PASS (38 616 €)	à 5 PASS (193 080 €)	à PASS (38 616 €)	à 5 PASS (193 080 €)
Taux de cotisation 2016				
0 à PASS : 8,23%	3 178 €	3 178 €	525	525
0 à 5 PASS : 1,87%	722 €	3 611 €	5	25
	3 900 €	6 789 €	530	550
Taux de cotisation 2017				
0 à PASS : 8,23%	3 228 €	3 228 €	525	525
0 à 5 PASS : 1,87%	734 €	3 668 €	5	25
	3 962 €	6 896 €	530	550
Taux de cotisation 2018				
0 à PASS : 8,23%	3 270 €	3 270 €	525	525
0 à 5 PASS : 1,87%	743 €	3 715 €	5	25
	4 013 €	6 985 €	530	550

La cotisation est exigible annuellement et d'avance. Elle est due à compter du premier jour du trimestre civil qui suit le début d'activité et jusqu'au dernier jour du trimestre civil au cours duquel la radiation intervient.

Le non-paiement de la cotisation aux échéances fixées entraîne l'application de majorations de retard.

Depuis le 1^{er} janvier 2014, une cotisation sur un revenu supérieur ou égal à 600 heures de SMIC, soit 5 856€ au 1^{er} janvier 2017, permet de valider quatre trimestres (5 928€ au 1^{er} janvier 2018).

Début d'exercice (L. 131-6-2)

- Pour les assurés ayant commencé leur activité au cours de l'année 2017, la cotisation due au titre de l'année est calculée, à titre provisionnel, sur une base forfaitaire égale à 19% du PASS en vigueur au 1^{er} janvier 2017.
- Pour les assurés ayant commencé leur activité au cours de l'année 2016, la cotisation due au titre de l'année 2017 est calculée, à titre provisionnel, en fonction d'une base forfaitaire égale à 27 % du PASS en vigueur au 1^{er} janvier 2017. Le débutant peut cependant cotiser sur la base de son revenu estimé.

En cas de période d'affiliation inférieure à une année, les plafonds servant au calcul des cotisations provisionnelles sont réduits au prorata de la durée d'affiliation.

Toutefois, sur demande de l'adhérent, aucune cotisation n'est appelée pendant les douze premiers mois. Le paiement est alors reporté jusqu'au calcul définitif des cotisations. Les cotisations

définitives peuvent être étalées sur 5 ans maximum sans majoration de retard.

Ne sont assimilées à un début d'activité ni la modification des conditions d'exercice de l'activité professionnelle, ni la reprise d'activité intervenue, soit dans l'année au cours de laquelle est survenue la cessation d'activité, soit dans l'année suivante

Cotisation minimale (D. 642-4)

Une cotisation minimale est appelée sur un revenu correspondant à 11,5% du PASS au 1^{er} janvier 2017 (5,25% de 2012 à 2014, 7,7% en 2015, 11,5% en 2016). Remarque : la cotisation minimale n'est pas proratisée en cas de période d'affiliation inférieure à une année.

La cotisation minimale n'est toutefois appliquée ni aux professionnels dont l'activité libérale est accessoire, ni aux professionnels titulaires d'une pension de retraite ou d'invalidité ; la cotisation est alors appelée au premier euro (disposition supprimée à compter du 1^{er} janvier 2016, date à compter de laquelle seuls les bénéficiaires de la prime d'activité sont dispensés de cotisation minimale).

2017	Cotisation	Nombre de points	Nombre de trimestres
Cotisation minimale	11,5% PASS (4 511 €)		11,5% PASS (4 511 €)
0 à 11,5% PASS : 8,23%	371 €	60,4	
0 à 11,5% PASS : 1,87%	84 €	0,1	2
	456 €	60,5	2
Cotisation provisionnelle 1ère année	19% PASS (7 453 €)	19% PASS (7 453 €)	19% PASS (7 453 €)
0 à 19% PASS : 8,23%	613 €	99,8	
0 à 19% PASS : 1,87%	139 €	0,2	4
	753 €	100,0	4
Cotisation provisionnelle 2ème année	27% PASS (10 592 €)	27% PASS (10 592 €)	27% PASS (10 592 €)
0 à 27% PASS : 8,23%	872 €	141,7	
0 à 27% PASS : 1,87%	198 €	0,3	4
	1 070 €	142,0	4

Définition du revenu (L. 131-6)

L'assiette de la cotisation proportionnelle est constituée de l'ensemble des revenus d'activité retenus pour le calcul de l'impôt sur le revenu.

Il ne doit pas être tenu compte des plus ou moins values professionnelles nettes à long terme, des déficits des années antérieures, du coefficient multiplicateur mentionné au 7^o de l'article 158 du code général des impôts, des déductions pour investissements dans les DOM-TOM, des amortissements réputés différés en période déficitaire, des allègements fiscaux admis pour certains créateurs d'entreprise, ni des primes facultatives versées en matière de retraite et de prévoyance.

L'assiette des cotisations des associés et dirigeants de sociétés d'exercice libéral (SEL) est soumise à des règles spécifiques.

Depuis le 1^{er} janvier 2011, à la demande de l'assuré, l'assiette des cotisations peut, dans tous les cas, porter sur les revenus estimés. Lorsque le revenu définitif est supérieur, au titre de la même période, de plus d'un tiers au revenu estimé par le professionnel libéral, une majoration est appliquée sur l'insuffisance du versement des acomptes provisionnels, sauf si les éléments en la possession du cotisant, au moment de sa demande, justifiaient son estimation.

Le taux de cette majoration est de 5% lorsque le revenu définitif est inférieur ou égal à 1,5 fois le revenu estimé et de 10% lorsqu'il est supérieur à 1,5 fois le revenu estimé.

En 2015, les professionnels libéraux ont l'obligation de dématérialiser la déclaration de leurs revenus et le paiement de leurs cotisations et contributions sociales (L. 133-6-7-2) lorsque leurs revenus sont supérieurs à 50% du PASS (20% du PASS en 2016, D. 133-17). Le seuil est réduit prorata temporis en cas de période d'affiliation inférieure à une année.

Une majoration de 0,2% du montant des cotisations dues à l'organisme est applicable en cas de non-respect des obligations de dématérialisation (D. 133-17-1).

Exonérations (L.642-3 du CSS et statuts de la CNAVPL)

Sont exonérées du paiement des cotisations, les personnes reconnues atteintes d'une incapacité d'exercice de leur profession, soit pour une durée continue de six mois, soit pour une durée au moins égale à six mois au cours de la même année.

Régime de base au 30.06.2017	Invalides 100% en exercice	Malades
CPRN	0	0
CAVOM	0	9
CARMF	3	1 052
CARCDSF	0	310
CAVP	0	38
CARPIMKO	220	3 460
CARPV	0	23
CAVAMAC	0	28
CAVEC	0	16
CIPAV - PL	8	209
CIPAV - ME	0	0
	231	5 145

Bénéficiaire de l'aide aux chômeurs créateurs ou repreneurs d'entreprise (ACCRE)

Textes applicables : L. 161-1-1, D. 161-1-1 et D. 161-1-1-1 du code CSS, L. 5141-1 du code du travail.

Le dispositif de l'ACCRE bénéficie aux personnes énumérées à l'article L. 5141-1 du code du travail. Il s'agit principalement :

- des demandeurs d'emploi indemnisés,
- des demandeurs d'emploi non indemnisés, ayant été inscrits 6 mois à Pôle emploi au cours des 18 derniers mois,
- des personnes créant une entreprise implantée au sein d'un quartier prioritaire de la politique de la ville,
- des bénéficiaires de l'allocation de solidarité spécifique ou du RSA.
- des bénéficiaires du complément de libre choix d'activité mentionné à l'article L. 531-4 du code de la sécurité sociale.

Le bénéfice de l'ACCRE comprend, notamment, l'exonération des cotisations de sécurité sociale (maladie, maternité, veuvage, vieillesse, invalidité et décès et allocations familiales) relative à l'exercice de la nouvelle activité, pendant les 12 premiers mois suivant la date d'affiliation.

L'exonération des cotisations est totale en cas de revenu inférieur ou égal à $\frac{3}{4}$ du plafond annuel de la sécurité sociale, décroissante linéairement entre $\frac{3}{4}$ du plafond annuel de la sécurité sociale et un plafond de la sécurité sociale, et nulle au-delà du plafond de la sécurité sociale.

Pour l'assurance vieillesse des professions libérales, l'exonération des cotisations concerne tous les régimes (base, complémentaire, invalidité-décès), mais la validation des périodes exonérées ne concerne que le régime de base et pas le régime complémentaire.

Rachats

Au-delà d'un certain âge, et selon un barème fixé par arrêté, il est possible de racheter des trimestres, dans la limite de 12, et éventuellement des points au titre :

- Des années civiles d'activité professionnelle ayant donné lieu à versement de cotisations, mais n'ayant pas permis la validation de 4 trimestres.
- Des périodes d'études n'ayant pas fait l'objet d'une affiliation à un régime d'assurance vieillesse lorsque le régime des professions libérales a été le premier régime d'accueil après lesdites études, sachant que ces périodes d'études doivent avoir donné lieu à l'obtention d'un diplôme, l'admission dans les grandes écoles et classes du second degré préparatoires à ces écoles étant assimilée à l'obtention d'un diplôme. Si le régime des professions libérales n'est pas le premier régime d'affiliation après les études, le rachat pourra néanmoins avoir lieu, mais auprès du premier régime d'accueil.

L'assuré dont la pension prend effet à partir du 1^{er} janvier 2011 et qui a bénéficié, avant le 1^{er} janvier 2004, d'une dispense de cotisation au titre de ses deux premières années d'affiliation pouvait racheter les périodes correspondantes dans la limite maximale de huit trimestres. La demande devait être effectuée avant le 1^{er} janvier 2016. Le coût du rachat est fonction du revenu.

Cas particuliers

Les cotisations des correspondants locaux de presse sont facultatives pour un revenu d'activité N-2 inférieur à 15% du plafond de la sécurité sociale et réduites de moitié si ce revenu est compris entre 15% et 25% du plafond de la sécurité sociale (art. 10 de la loi n° 87-39 du 27 janvier 1987 portant diverses mesures d'ordre social).

Les affiliés qui exercent leur activité en étant atteint d'une invalidité les obligeant à avoir recours à l'assistance d'une tierce personne selon le guide-barème annexé au décret n° 93-1216 du 4 novembre 1993, bénéficient, au titre de chaque année civile concernée, de 200 points supplémentaires (L. 643-1 et D. 643-1).

Les affiliées bénéficient de 100 points supplémentaires au titre du trimestre au cours duquel survient l'accouchement, dans la limite de 550 points au total (L. 643-1 et D. 643-1).

Ont la possibilité d'adhérer à l'assurance volontaire (L. 742-6, D. 742-36, D. 742-41) :

- Les personnes ayant été à la charge d'un régime obligatoire français d'assurance maladie pendant 5 ans, **exerçant une activité libérale et résidant hors du territoire français**. Ils cotisent pour les risques vieillesse (base et complémentaire) et invalidité-décès (D. 763-3). Le revenu soumis à cotisation est celui perçu à l'étranger communiqué à la caisse. La demande est à présenter dans les 2 ans à compter du 1^{er} jour d'exercice.
- Les assurés qui ont cessé leur activité libérale, **n'exercent plus aucune activité professionnelle** relevant d'un régime légal d'assurance vieillesse et qui ne peuvent prétendre aux prestations de vieillesse en raison de leur âge. Ils cotisent aux régimes de base et complémentaire. Le revenu soumis à cotisations est celui de la dernière année civile d'activité entière, revalorisé comme le plafond de la sécurité sociale de l'année en cours. La demande est à présenter dans les 6 mois qui suivent la date d'effet de la radiation.
- **Les anciens conjoints collaborateurs**. Les cotisations sont assises sur les revenus ayant servi de base au calcul des cotisations dues au titre de la dernière année civile d'activité entière ou, à défaut, de la dernière année civile d'activité, revalorisés comme le plafond de la sécurité sociale de l'année en cours. La demande est à présenter dans les 6 mois qui suivent la date d'effet de la radiation.

Bénéficiaire du statut de micro-entrepreneur

La loi n° 2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie a créé le statut de l'auto-entrepreneur (appelé micro-entrepreneur depuis 2016). Celui-ci permet de calculer les charges sociales (régime micro-social simplifié) et, le cas échéant, fiscales forfaitairement en fonction du seul chiffre d'affaires réalisé.

Il ne concerne pour les professions libérales que les professionnels relevant de la CIPAV.

Afin de pouvoir opter pour le régime micro-social simplifié lors de la création de son activité, le professionnel libéral doit relever du régime fiscal de la micro-entreprise, être en franchise de TVA et son chiffre

d'affaires doit être inférieur à 33 200 € HT en 2017 pour les prestations de services et d'activités libérales.

Dans le cadre du régime micro-social simplifié, les cotisations et contributions sociales du professionnel sont calculées, mensuellement ou trimestriellement, en appliquant un taux forfaitaire sur le chiffre d'affaires réalisé et non sur le revenu (BNC) net. Ce taux est majoré de 2,2% si le professionnel opte pour le versement libératoire de l'impôt sur le revenu. Les auto-entrepreneurs sont également redevables de la contribution à la formation professionnelle au taux de 0,20%.

année	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
taux de cotisation	18,30%	18,30%	18,30%	21,30%	23,30%	22,90%	22,90%	22,50%	22,00%

Par ailleurs, pour le professionnel qui bénéficie de l'exonération Accre, le cumul de cette exonération et du régime micro-social simplifié se traduit par l'application d'un taux réduit en fonction de la date d'affiliation (25, 50, 75%).

Assurance vieillesse des conjoints collaborateurs

Textes applicables : loi n° 89-474 du 10 juillet 1989, décret n° 89-526 du 24 juillet 1989, art. 40-II loi n° 94-126 du 11 février 1994, décret n° 94-738 du 26 septembre 1994, loi n° 2002-73 du 17 janvier 2002, loi n° 2003-775 du 21 août 2003, loi n° 2005-882 du 2 février 2005, décret n° 2006-966 du 1^{er} août 2006, décret n° 2007-582 du 19 avril 2007, art. L. 121-4 du code du commerce, L.742-6-6° (abrogé, en vertu de l'article 15-XIII de la loi n°2005-882 du 2 août 2005, à compter de la date de publication du décret n° 2006-966 du 1^{er} août 2006, soit le 3 août 2006), L.622-8, L.642-2-1, L.642-2-2, D.642-5-1 à D.642-5-8 et D.643-11.

L'article L. 121- 4 - I, du code du commerce est ainsi rédigé :

« Le conjoint du chef d'une entreprise artisanale, commerciale ou libérale qui y exerce de manière régulière une activité professionnelle opte pour l'un des statuts suivants :

- 1° Conjoint collaborateur ;
- 2° Conjoint salarié ;
- 3° Conjoint associé. »

V. - La définition du conjoint collaborateur, les modalités selon lesquelles le choix de son statut est mentionné auprès des organismes visés au IV et les autres conditions d'application du présent article sont fixées par décret en Conseil d'Etat ».

Depuis la publication du décret n° 2006-966 du 1^{er} août 2006 est considéré comme conjoint collaborateur le conjoint du chef d'une entreprise commerciale, artisanale ou libérale, qui exerce une activité professionnelle régulière dans l'entreprise sans percevoir de rémunération et sans avoir la qualité d'associé au sens de l'article 1832 du code civil.

Par ailleurs, en ce qui concerne les sociétés, le statut de conjoint collaborateur n'est autorisé qu'au conjoint du gérant associé unique ou du gérant associé majoritaire d'une société à responsabilité limitée ou une société d'exercice libéral à responsabilité limitée, dont l'effectif ne dépasse pas 20 salariés.

Le conjoint collaborateur peut demander que sa cotisation soit calculée :

- soit sur un revenu forfaitaire égal à la moitié de la limite supérieure de la première tranche de revenu de la cotisation du régime de base, soit 50% du PASS (19 614 € en 2017) ;
- soit sur 25% ou sur 50% du revenu du professionnel libéral, plafonné à 5 fois le plafond de la sécurité sociale ;
- soit sur une fraction fixée à un quart ou à la moitié du revenu professionnel pris en compte pour déterminer l'assiette de la cotisation du professionnel libéral. Dans ce cas, les limites des deux tranches de revenu sont réduites dans cette proportion pour le conjoint et le professionnel libéral.

Le conjoint collaborateur doit faire connaître son choix par écrit à la section professionnelle au plus tard 60 jours suivant la date d'envoi de l'avis de l'affiliation et avant tout versement de cotisation. Si aucun choix n'est exprimé par le conjoint collaborateur, l'assiette par défaut est le revenu

forfaitaire. Le choix retenu s'applique pour l'année d'affiliation et les 2 années suivantes.

Il est reconduit dans les mêmes conditions pour une durée de 3 ans renouvelables, sauf si le conjoint collaborateur demande par écrit à opter pour un autre mode de calcul avant le 1^{er} décembre de la dernière année.

Le conjoint collaborateur est affilié obligatoirement aux régimes complémentaires d'assurance vieillesse et d'assurance invalidité-décès de la section à laquelle adhère le professionnel libéral. La cotisation du conjoint collaborateur est égale au quart ou à la moitié de celle du professionnel libéral dans chacun de ces régimes.

Le collaborateur libéral

Est collaborateur libéral le membre non salarié d'une profession libérale qui, dans le cadre d'un contrat de collaboration libérale, exerce auprès d'un autre professionnel, personne physique ou morale, la même profession (article 18 de la loi n° 2005-882 du 2 août 2005).

Le collaborateur libéral exerce son activité professionnelle en toute indépendance, sans lien de subordination. Il peut compléter sa formation et peut se constituer une clientèle personnelle.

Ce statut n'est pas ouvert à toutes les professions libérales :

- Il est réservé aux professions libérales soumises à statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé ;
- Il ne concerne pas les professions d'officiers publics ou ministériels, les commissaires aux comptes et les administrateurs judiciaires et les mandataires judiciaires au redressement et à la liquidation des entreprises.

Le collaborateur libéral relève du statut social et fiscal du professionnel libéral.

Encaissement de cotisations 2016

Régime de base	Cotisations exigibles pour 2016	Cotisations encaissées au 31.12.2016	Taux d'encaissement	
			2016	2015
CPRN	53 636 197,00 €	53 369 754,00 €	99,50	99,80
CAVOM	23 044 013,96 €	22 222 798,80 €	96,44	97,05
CARMF	681 069 587,40 €	661 693 407,95 €	97,16	97,57
CARCDSF	188 503 964,83 €	183 065 510,92 €	97,11	97,40
CAVP	137 374 185,00 €	136 262 375,65 €	99,19	99,27
CARPIMKO	818 096 798,81 €	752 876 395,85 €	92,03	95,40
CARPV	42 723 871,75 €	42 230 906,92 €	98,85	98,77
CAVAMAC	53 549 614,17 €	52 468 619,76 €	97,98	98,93
CAVEC	72 313 794,00 €	63 394 691,00 €	87,67	93,01
CIPAV	692 041 468,41 €	550 318 685,90 €	79,52	79,31
	2 762 353 495,33 €	2 517 903 146,75 €	91,15	93,09

Compensation nationale

Prévue à l'article 2 de la loi n° 74-1094 du 24 décembre 1974, puis à l'article 7 de la loi du 21 août 2003, (article L.134-1 et L.134-2 du CSS), la compensation démographique généralisée dite « nationale » entre les régimes de base obligatoires de sécurité sociale est régie par les articles D.134-2 à D.134-9 du CSS.

La compensation nationale est calculée en fonction :

1° Du nombre des cotisants actifs et du nombre de retraités de droit direct de 65 ans et plus de chaque régime.

Ne sont pas considérés comme des cotisants actifs (D. 134-4) :

- les étudiants et les invalides de guerre ;
- les assurés volontaires ;
- les assujettis exonérés ou dispensés totalement du versement des cotisations.

Sont néanmoins considérés cotisants actifs les effectifs dont les cotisations sont prises en charge par le FSV.

2° D'une prestation de référence qui a été celle du régime des exploitants agricoles jusqu'en 1991 et de 1995 à 1997, ORGANIC de 1992 à 1994, en 1998, de 2000 à 2006, puis de la CNRSI-AVIC de 2007 à 2016 (l'ORGANIC a été fusionné au sein du RSI en 2006) de la CAVIMAC en 1999.

Prestation et cotisation de référence

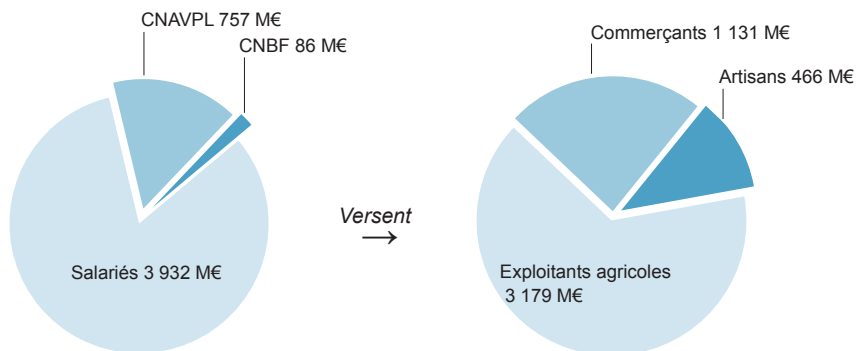
Exercice	Prestation de référence	Cotisation de référence	Exercice	Prestation de référence	Cotisation de référence
1975	576,71 €	190,50 €	1996	2 892,58 €	1 621,87 €
1976	663,31 €	227,84 €	1997	2 947,70 €	1 688,95 €
1977	756,86 €	267,58 €	1998	2 984,79 €	1 727,08 €
1978	913,15 €	335,76 €	1999	2 998,37 €	1 736,96 €
1979	1 107,09 €	422,57 €	2000	3 045,32 €	1 757,76 €
1980	1 291,66 €	491,31 €	2001	3 110,00 €	1 796,00 €
1981	1 495,34 €	577,58 €	2002	3 163,00 €	1 806,00 €
1982	1 778,90 €	692,10 €	2003	3 110,00 €	1 593,00 €
1983	1 981,25 €	770,81 €	2004	3 144,00 €	1 623,00 €
1984	2 139,93 €	831,44 €	2005	3 189,00 €	1 665,00 €
1985	2 262,34 €	905,18 €	2006	3 230,00 €	1 704,00 €
1986	2 342,08 €	977,72 €	2007	3 260,00 €	1 734,00 €
1987	2 478,07 €	1 068,26 €	2008	3 272,00 €	1 723,00 €
1988	2 559,16 €	1 135,90 €	2009	3 311,00 €	1 764,00 €
1989	2 617,24 €	1 195,66 €	2010	3 328,00 €	1 773,00 €
1990	2 736,15 €	1 268,53 €	2011	3 313,00 €	1 789,00 €
1991	2 764,14 €	1 332,36 €	2012	3 361,00 €	1 871,00 €
1992	2 667,86 €	1 305,11 €	2013	3 378,00 €	1 931,00 €
1993	2 744,86 €	1 413,51 €	2014	3 352,00 €	1 974,00 €
1994	2 807,79 €	1 493,53 €	2015	3 309,39 €	1 950,59 €
1995	2 862,06 €	1 551,60 €	2016	3 257,00 €	1 951,00 €

Compensation nationale 2016

En 2016, 18 régimes ont participé à la compensation nationale, totalisant 31 081 500 cotisants actifs et 18 767 531 retraités de droit direct.

Pour verser la prestation de référence de 3 257 € à ces retraités, la cotisation de référence a été fixée à 1 951 €.

La CNAVPL avait, en 2016, 820 836 cotisants compensables et 259 332 retraités compensables. Compte tenu de la prestation et de la cotisation de référence, la CNAVPL a versé 757 076 170 €.



Régimes	Actifs cotisants	Retraités ≥ 65 ans droits directs	Rapport
CNBF	60 532	9 864	6,14
CNRACL	2 252 309	677 866	3,32
CNAVPL	820 836	259 332	3,17
Régime général	22 039 370	11 064 931	1,99
RATP	42 434	22 480	1,89
Fonctionnaires militaires	299 137	168 120	1,78
CNIEG	140 887	83 076	1,70
Fonctionnaires civils	1 670 004	1 170 724	1,43
CPRPSNCF	147 769	114 831	1,29
Artisans	728 639	579 574	1,26
Banque de France	11 236	9 734	1,15
Commerçants	809 249	832 089	0,97
CRPCEN	48 140	51 121	0,94
Marins	30 350	50 222	0,60
Ouvriers Etat	27 746	53 116	0,52
Salariés agricoles	733 492	1 650 636	0,44
Exploitants agricoles	477 593	1 262 089	0,38
Mines	1 902	118 418	0,02
	31 081 500	18 767 531	1,66

**Tableau récapitulatif des transferts de compensation vieillesse
entre les salariés et les non salariés**

en euros

Ex.	Salariés	Exploitants agricoles	Commerçants	Artisans	CNAVPL	CAVIMAC	CNBF
1975	660 009 329	(489 355 924)	(141 277 696)	(44 067 958)	14 692 249	-	-
1976	785 981 553	(580 009 833)	(171 182 060)	(53 916 002)	19 126 342	-	-
1977	885 647 007	(651 530 423)	(195 819 051)	(63 253 230)	24 955 698	-	-
1978	1 078 043 671	(786 420 936)	(245 139 168)	(79 193 399)	32 709 832	-	-
1979	1 337 897 037	(954 240 844)	(296 293 315)	(88 640 647)	42 311 605	(41 033 835)	-
1980	1 599 098 046	(1 143 511 888)	(350 471 007)	(104 818 307)	51 985 908	(52 282 751)	-
1981	1 796 608 892	(1 294 563 555)	(391 186 039)	(113 743 404)	66 313 967	(63 429 861)	-
1982	2 122 919 189	(1 548 789 640)	(455 178 953)	(127 881 167)	86 139 099	(77 208 528)	-
1983	2 428 708 214	(1 799 389 891)	(498 844 870)	(139 911 911)	95 675 776	(86 237 319)	-
1984	2 640 365 952	(1 976 119 701)	(524 289 341)	(156 796 065)	111 376 183	(94 537 028)	-
1985	2 770 235 692	(2 089 171 015)	(539 910 224)	(167 086 375)	128 394 752	(102 462 831)	-
1986	2 785 920 242	(2 122 442 635)	(544 990 465)	(152 099 345)	144 729 156	(111 116 953)	-
1987	2 896 903 810	(2 256 603 031)	(554 629 013)	(133 249 987)	168 484 247	(120 906 026)	-
1988	3 139 066 866	(2 474 174 741)	(572 821 687)	(150 795 577)	190 574 207	(131 849 067)	-
1989	3 439 635 343	(2 740 878 514)	(605 562 246)	(164 078 229)	212 389 556	(141 505 910)	-
1990	3 686 812 672	(2 972 832 585)	(644 344 893)	(168 531 786)	234 091 783	(150 007 233)	14 812 043
1991	3 790 549 572	(3 086 945 617)	(651 582 703)	(168 800 524)	254 536 271	(154 090 207)	16 333 208
1992	3 828 275 996	(3 106 841 356)	(639 377 052)	(199 455 494)	250 231 949	(150 864 306)	18 030 263
1993	4 020 009 660	(3 302 646 092)	(648 531 094)	(218 835 735)	283 182 315	(156 100 842)	22 921 789
1994	4 189 752 856	(3 506 283 243)	(647 005 119)	(213 174 194)	311 085 349	(160 852 239)	26 476 590
1995	4 341 859 352	(3 643 578 913)	(659 046 432)	(230 057 256)	324 562 581	(164 969 889)	31 230 556
1996	4 404 703 572	(3 720 783 785)	(670 200 511)	(233 726 679)	350 526 691	(165 528 287)	35 008 999
1997	4 530 489 846	(3 827 620 500)	(685 330 264)	(259 086 613)	372 218 118	(169 526 070)	38 855 483
1998	4 678 793 651	(3 945 277 374)	(708 433 874)	(278 307 876)	382 673 290	(171 203 393)	41 755 577
1999	4 748 459 448	(3 981 044 623)	(732 146 024)	(299 898 074)	399 121 102	(171 420 164)	43 928 335
2000	4 823 391 805	(4 047 579 163)	(745 455 389)	(303 422 562)	399 418 190	(173 513 410)	47 160 530
2001	4 958 763 157	(4 134 512 816)	(772 654 727)	(330 409 677)	404 245 828	(176 191 428)	50 759 663
2002	5 134 110 490	(4 227 824 566)	(834 784 945)	(354 332 827)	406 544 295	(177 963 595)	54 251 148
2003	5 426 554 315	(4 257 381 188)	(915 993 366)	(447 336 037)	321 352 840	(176 008 079)	48 811 516
2004	5 362 984 200	(4 276 623 243)	(897 927 007)	(435 838 815)	370 108 465	(175 494 006)	52 790 407
2005	5 319 838 090	(4 273 968 122)	(885 547 419)	(434 487 800)	392 495 568	(175 630 149)	57 299 832
2006	5 132 284 253	(4 235 634 736)	(935 743 139)	(452 474 875)	429 149 894	-	62 418 603
2007	5 028 530 426	(4 185 322 900)	(919 363 876)	(443 538 343)	456 288 590	-	63 406 103
2008	4 916 759 135	(4 108 732 950)	(892 819 222)	(443 040 152)	463 025 316	-	64 807 874
2009	4 833 939 108	(4 001 613 101)	(936 421 492)	(458 723 040)	495 819 825	-	66 998 700
2010	4 575 715 338	(3 908 297 890)	(910 524 539)	(398 210 615)	573 343 612	-	67 974 095
2011	4 365 731 083	(3 783 156 056)	(879 776 586)	(380 807 158)	607 498 489	-	70 510 229
2012	4 434 672 549	(3 723 321 496)	(971 984 073)	(435 201 489)	624 219 908	-	71 614 601
2013	4 390 775 744	(3 623 241 166)	(1 039 833 658)	(457 588 252)	650 642 729	-	79 244 603
2014	4 373 045 223	(3 486 504 285)	(1 123 067 502)	(506 109 951)	658 714 905	-	83 921 610
2015	4 420 758 925	(3 346 396 139)	(1 223 046 459)	(582 562 456)	646 960 376	-	84 285 753
2016	3 932 477 513	(3 178 683 149)	(1 131 003 373)	(465 857 916)	757 076 170	-	85 990 755

La CNBF, Caisse Nationale des Barreaux Français, est entrée dans le champ de la compensation nationale en 1990, année au cours de laquelle elle a dépassé le seuil de 20 000 affiliés. Cette entrée dans la compensation démographique généralisée a mis fin à la compensation bilatérale entre la CNAVPL et la CNBF.

Compensation nationale

Exercice	Somme à verser	Subvention du Trésor Public	Charge de la CNAVPL
1975	14 692 249 €	14 692 249 €	0 €
1976	19 126 342 €	19 126 342 €	0 €
1977	24 955 698 €	24 849 190 €	106 508 €
1978	32 709 832 €	32 624 090 €	85 742 €
1979	42 311 605 €	36 651 793 €	5 659 812 €
1980	51 985 908 €	39 331 846 €	12 654 062 €
1981	66 313 967 €	46 390 236 €	19 923 731 €
1982	86 139 099 €	43 069 550 €	43 069 549 €
1983	95 675 776 €	19 866 413 €	75 809 363 €
1984	111 345 694 €	0 €	111 345 694 €
1985	128 394 752 €	0 €	128 394 752 €
1986	144 729 156 €	0 €	144 729 156 €
1987	168 484 247 €	0 €	168 484 247 €
1988	190 574 207 €	0 €	190 574 207 €
1989	212 389 556 €	0 €	212 389 556 €
1990	234 091 783 €	0 €	234 091 783 €
1991	254 536 271 €	0 €	254 536 271 €
1992	250 231 949 €	0 €	250 231 949 €
1993	283 182 315 €	0 €	283 182 315 €
1994	311 085 349 €	0 €	311 085 349 €
1995	324 562 581 €	0 €	324 562 581 €
1996	350 526 691 €	0 €	350 526 691 €
1997	372 218 118 €	0 €	372 218 118 €
1998	382 673 290 €	0 €	382 673 290 €
1999	392 121 102 €	0 €	392 121 102 €
2000	399 418 190 €	0 €	399 418 190 €
2001	404 245 828 €	0 €	404 245 828 €
2002	406 544 295 €	0 €	406 544 295 €
2003	321 352 840 €	0 €	321 352 840 €
2004	370 108 465 €	0 €	370 108 465 €
2005	392 495 568 €	0 €	392 495 568 €
2006	429 149 894 €	0 €	429 149 894 €
2007	456 288 590 €	0 €	456 288 590 €
2008	463 025 316 €	0 €	463 025 316 €
2009	495 819 825 €	0 €	495 819 825 €
2010	573 343 612 €	0 €	573 343 612 €
2011	607 498 489 €	0 €	607 498 489 €
2012	624 219 908 €	0 €	624 219 908 €
2013	650 642 729 €	0 €	650 642 729 €
2014	658 714 905 €	0 €	658 714 905 €
2015	646 960 376 €	0 €	646 960 376 €
2016	757 076 170 €	0 €	757 076 170 €
* 2017	775 000 000 €	0 €	775 000 000 €
* 2018	654 000 000 €	0 €	654 000 000 €

* Acompte, le cas échéant révisé

Plafond de la sécurité sociale

Exercice	Plafond annuel au 01/01	Plafond annuel moyen	Evolution Plafond annuel moyen	Coefficient
1950	* 402,47 €	* 402,47 €	15,79%	98,7204
...				
1955	* 695,17 €	* 722,61 €	3,95%	54,9840
...				
1960	* 945,18 €	* 1 012,26 €	7,10%	39,2508
...				
1965	1 865,98 €	1 865,98 €	7,37%	21,2928
...				
1970	2 744,08 €	2 744,08 €	10,29%	14,4792
...				
1975	5 030,82 €	5 030,82 €	18,53%	7,8977
...				
1980	9 165,23 €	9 165,23 €	12,08%	4,3351
...				
1985	15 970,56 €	16 272,41 €	7,17%	2,4417
...				
1990	19 757,39 €	19 976,92 €	4,60%	1,9889
1991	20 745,26 €	21 001,38 €	5,13%	1,8919
1992	21 714,84 €	21 970,95 €	4,62%	1,8084
1993	22 611,24 €	22 839,91 €	3,96%	1,7396
1994	23 196,64 €	23 342,99 €	2,20%	1,7021
1995	23 653,99 €	23 772,90 €	1,84%	1,6713
1996	24 385,74 €	24 577,83 €	3,39%	1,6166
1997	25 099,21 €	25 099,21 €	2,12%	1,5830
1998	25 776,08 €	25 776,08 €	2,70%	1,5414
1999	26 471,25 €	26 471,25 €	2,70%	1,5009
2000	26 892,01 €	26 892,01 €	1,59%	1,4775
2001	27 349,35 €	27 349,35 €	1,70%	1,4528
2002	28 224,00 €	28 224,00 €	3,20%	1,4077
2003	29 184,00 €	29 184,00 €	3,40%	1,3614
2004	29 712,00 €	29 712,00 €	1,81%	1,3372
2005	30 192,00 €	30 192,00 €	1,62%	1,3160
2006	31 068,00 €	31 068,00 €	2,90%	1,2789
2007	32 184,00 €	32 184,00 €	3,59%	1,2345
2008	33 276,00 €	33 276,00 €	3,39%	1,1940
2009	34 308,00 €	34 308,00 €	3,10%	1,1581
2010	34 620,00 €	34 620,00 €	0,91%	1,1477
2011	35 352,00 €	35 352,00 €	2,11%	1,1239
2012	36 372,00 €	36 372,00 €	2,89%	1,0924
2013	37 032,00 €	37 032,00 €	1,81%	1,0729
2014	37 548,00 €	37 548,00 €	1,39%	1,0582
2015	38 040,00 €	38 040,00 €	1,31%	1,0445
2016	38 616,00 €	38 616,00 €	1,51%	1,0289
2017	39 228,00 €	39 228,00 €	1,58%	1,0128
2018	39 732,00 €	39 732,00 €	1,28%	1,0000

* Anciens francs convertis en euros

Plafond de la sécurité sociale

Exercice	P annuel au 01/01	85% PASS	5 PASS	11,5% PASS	19% PASS	27% PASS
2004	29 712 €	25 255 €	148 560 €			
2005	30 192 €	25 663 €	150 960 €			
2006	31 068 €	26 408 €	155 340 €			
2007	32 184 €	27 356 €	160 920 €			
2008	33 276 €	28 285 €	166 380 €			
2009	34 308 €	29 162 €	171 540 €			
2010	34 620 €	29 427 €	173 100 €			
2011	35 352 €	30 049 €	176 760 €			
2012	36 372 €	30 916 €	181 860 €	* 1 910 €	6 911 €	** 10 548 €
2013	37 032 €	31 477 €	185 160 €	* 1 944 €	7 036 €	9 999 €
2014	37 548 €	31 916 €	187 740 €	* 1 971 €	7 134 €	10 138 €
2015	38 040 €	32 334 €	190 200 €	* 2 929 €	7 228 €	10 271 €
2016	38 616 €	32 824 €	193 080 €	4 441 €	7 337 €	10 426 €
2017	39 228 €	33 344 €	196 140 €	4 511 €	7 453 €	10 592 €
2018	39 732 €	33 772 €	198 660 €	4 569 €	7 549 €	10 728 €

* Assiette de la cotisation minimale (en % du PASS) : 5,25% de 2012 à 2014, 7,7% en 2015 et 11,5% à partir de 2016 - ** Taux de 29% PASS en 2012

SMIC

Date de parution au JO	En vigueur au 1er janvier	Smic horaire brut	Evolution	200 heures de smic	2080 heures de smic	120% du smic annuel
28 juin 1996	1997	5,78 €		1 156,00 €	12 022,40 €	12 623,52 €
27 juin 1997	1998	6,01 €	3,98%	1 202,00 €	12 500,80 €	13 125,84 €
26 juin 1998	1999	6,13 €	2,00%	1 226,00 €	12 750,40 €	13 387,92 €
2 juillet 1999	2000	6,21 €	1,31%	1 242,00 €	12 916,80 €	13 562,64 €
30 juin 2000	2001	6,41 €	3,22%	1 282,00 €	13 332,80 €	13 999,44 €
29 juin 2001	2002	6,67 €	4,06%	1 334,00 €	13 873,60 €	14 567,28 €
28 juin 2002	2003	6,83 €	2,40%	1 366,00 €	14 206,40 €	14 916,72 €
28 juin 2003	2004	7,19 €	5,27%	1 438,00 €	14 955,20 €	15 702,96 €
2 juillet 2004	2005	7,61 €	5,84%	1 522,00 €	15 828,80 €	16 620,24 €
30 juin 2005	2006	8,03 €	5,52%	1 606,00 €	16 702,40 €	17 537,52 €
30 juin 2006	2007	8,27 €	2,99%	1 654,00 €	17 201,60 €	18 061,68 €
29 juin 2007	2008	8,44 €	2,06%	1 688,00 €	17 555,20 €	18 432,96 €
28 juin 2008	2009	8,71 €	3,20%	1 742,00 €	18 116,80 €	19 022,64 €
26 juin 2009	01/07/2009	8,82 €	1,26%	-	-	-
19 déc. 2009	2010	8,86 €	1,72%	1 772,00 €	18 428,80 €	19 350,24 €
18 déc. 2010	2011	9,00 €	1,58%	1 800,00 €	18 720,00 €	19 656,00 €
30 nov. 2011	01/12/2011	9,19 €	2,11%	1 838,00 €	19 115,20 €	20 070,96 €
23 déc. 2011	01/01/2012	9,22 €	0,33%	1 844,00 €	19 177,60 €	20 136,48 €
26 juin 2012	01/07/2012	9,40 €	2,29%	1 880,00 €	19 552,00 €	20 529,60 €
21 déc. 2012	2013	9,43 €	2,28%	1 886,00 €	19 614,40 €	20 595,12 €
20 déc. 2013	2014	9,53 €	1,06%	1 906,00 €	19 822,40 €	20 813,52 €
24 déc. 2014	2015	9,61 €	0,84%	1 922,00 €	19 988,80 €	20 988,24 €
18 déc. 2015	2016	9,67 €	0,62%	1 934,00 €	20 113,60 €	21 119,28 €
21 déc. 2016	2017	9,76 €	0,93%	1 952,00 €	20 300,80 €	21 315,84 €
15 déc. 2017	2018	9,88 €	1,23%	1 976,00 €	20 550,40 €	21 577,92 €

ASSURANCE VIEILLESSE DE BASE TABLEAUX DES SECTIONS

Ensemble des sections, conjoints collaborateurs et micro-entrepreneurs

Exercice 2017	Cotisants réels (A)	Allocataires titulaires réels (B)	Rapport (A)/(B)	Droits dérivés		Rapport (A)/[(B)+0,5x(C)]
				Majorations conjoints	Conjoints survivants (C)	
CPRN	8 455	4 914	1,72	164	1 495	1,49
CAVOM	4 012	2 531	1,59	25	856	1,36
CARMF	121 198	65 751	1,84	1 054	12 607	1,68
CARCDSF	43 328	20 324	2,13	233	3 970	1,94
CAVP	30 620	21 528	1,42	114	2 626	1,34
CARPIMKO	204 524	55 847	3,66	27	2 301	3,59
CARPV	10 921	3 655	2,99	141	1 248	2,55
CAVAMAC	11 499	27 271	0,42	377	9 996	0,36
CAVEC	14 266	9 490	1,50	0	2 069	1,36
CIPAV	223 457	79 440	2,81	566	10 980	2,63
Ens. Profession libérale	672 280	290 751	2,31	2 701	48 148	2,14
Micro- entrepreneurs	* 250 000	9 080	27,53	6	103	27,38
Conjoints collaborateurs	4 216	3 843	1,10	-	18	1,09
Total CNAVPL	926 496	303 674	3,05	2 707	48 269	2,83

* Estimation CNAVPL

Ensemble des sections (historique)

Exercice	Cotisants réels (A)	Allocataires titulaires réels (B)	Rapport (A)/(B)	Droits dérivés			Rapport (A)/[(B)+0,5x(C)]
				Conjoints coexistants	Majorations conjoints	Conjoints survivants (C)	
1950	103 262	8 824	11,70	4 010	-	10 496	7,34
...							
1970	176 938	36 233	4,88	10 709	-	18 050	3,91
...							
1980	253 571	55 877	4,54	14 575	-	19 960	3,85
...							
1990	361 508	85 273	4,24	6 661	6 175	23 681	3,72
1991	372 810	89 901	4,15	5 845	6 961	25 314	3,64
1992	377 521	93 406	4,04	5 168	7 521	25 862	3,55
1993	383 522	97 779	3,92	4 495	8 102	27 507	3,44
1994	393 541	102 206	3,85	4 003	8 438	28 519	3,38
1995	400 894	106 356	3,77	3 484	8 748	29 529	3,31
1996	410 474	110 025	3,73	2 966	9 041	30 612	3,28
1997	418 998	113 913	3,68	2 520	9 255	31 670	3,23
1998	426 509	117 874	3,62	2 064	9 379	32 613	3,18
1999	436 723	121 755	3,59	1 731	9 439	33 431	3,15
2000	444 020	125 499	3,54	1 425	9 418	34 383	3,11
2001	448 663	129 072	3,48	1 150	9 274	35 168	3,06
2002	459 288	133 253	3,45	939	9 015	36 236	3,03
2003	466 913	137 124	3,41	587	8 822	36 809	3,00
2004	502 569	142 622	3,52	448	8 446	37 488	3,11
2005	512 239	148 053	3,46	328	7 985	37 612	3,07
2006	533 665	153 811	3,47	249	7 570	38 717	3,08
2007	554 273	162 518	3,41	186	7 184	40 742	3,03
2008	573 369	174 169	3,29	140	6 777	41 278	2,94
2009	601 000	185 973	3,23	108	6 358	42 498	2,90
2010	650 061	199 342	3,26	75	5 956	43 950	2,94
2011	686 912	212 792	3,23	57	5 513	44 802	2,92
2012	702 037	225 921	2,75	44	5 064	45 438	2,82
2013	729 229	240 710	2,64	28	4 643	45 842	2,77
2014	750 538	254 471	2,55	25	4 074	46 307	2,70
2015	777 732	270 022	2,38	6	3 676	46 980	2,19
2016	855 074	284 980	2,32	2	3 238	48 089	2,14
2017	922 280	299 831	3,08	0	2 707	48 251	2,85

Observations :

A compter de 2017, prise en compte des effectifs bénéficiant de l'ACCRES dans les cotisants réels.
A compter de 2010, prise en compte des micro-entrepreneurs dans les effectifs (économiquement actifs pour les cotisants (voir effectifs micro-entrepreneurs p.45)).

Caisse de prévoyance et de retraite des notaires

Exercice	Cotisants réels (A)	Allocataires titulaires réels (B)	Rapport (A)/(B)	Droits dérivés			Rapport (A)/[(B)+0,5x(C)]
				Conjoints coexistants	Majorations conjoints	Conjoints survivants (C)	
1950	6 699	1 246	5,38	562	-	1 322	3,51
...							
1970	6 142	1 804	3,40	880	-	2 018	2,18
...							
1980	5 772	2 273	2,54	1 107	-	1 965	1,77
1981	6 046	2 320	2,61	1 087	-	1 956	1,83
1982	6 254	2 360	2,65	1 079	-	1 936	1,88
1983	6 453	2 380	2,71	1 056	-	1 886	1,94
1984	6 729	2 368	2,84	975	-	1 836	2,05
1985	6 699	2 413	2,78	860	70	1 841	2,01
1986	6 828	2 495	2,74	796	96	1 832	2,00
1987	6 783	2 574	2,64	720	138	1 839	1,94
1988	6 793	2 649	2,56	660	197	1 816	1,91
1989	6 807	2 686	2,53	571	249	1 836	1,89
1990	6 849	2 747	2,49	506	301	1 841	1,87
1991	6 916	2 820	2,45	442	340	1 858	1,84
1992	6 996	2 875	2,43	399	373	1 875	1,84
1993	7 066	2 931	2,41	348	407	1 887	1,82
1994	7 058	2 973	2,37	296	440	1 893	1,80
1995	7 085	3 025	2,34	245	454	1 905	1,78
1996	7 128	3 055	2,33	209	463	1 924	1,77
1997	7 105	3 092	2,30	169	483	1 932	1,75
1998	7 111	3 179	2,24	137	497	1 901	1,72
1999	7 137	3 222	2,22	116	526	1 904	1,71
2000	7 193	3 241	2,22	89	535	1 886	1,72
2001	7 215	3 252	2,22	72	531	1 860	1,73
2002	7 312	3 250	2,25	55	532	1 848	1,75
2003	7 361	3 274	2,25	42	525	1 845	1,75
2004	7 745	3 349	2,31	33	508	1 828	1,82
2005	7 798	3 387	2,30	17	495	1 811	1,82
2006	7 922	3 449	2,30	15	472	1 786	1,82
2007	8 025	3 608	2,22	9	461	1 767	1,79
2008	8 085	3 711	2,18	8	429	1 714	1,77
2009	8 168	3 841	2,13	5	406	1 739	1,73
2010	8 199	3 995	2,05	5	373	1 699	1,69
2011	8 300	4 173	1,99	5	347	1 662	1,66
2012	8 375	4 283	1,96	5	309	1 638	1,64
2013	8 422	4 381	1,92	4	289	1 599	1,63
2014	8 480	4 555	1,86	3	245	1 596	1,58
2015	8 530	4 651	1,83	0	209	1 577	1,57
2016	8 505	4 687	1,81	0	193	1 525	1,56
** 2017	8 455	4 914	1,72	0	164	1 495	1,49

* Du 1er janvier 1975 au 31 décembre 2003, les notaires de plus de 65 ans sont exonérés des cotisations

** A compter de 2017, prise en compte des effectifs bénéficiant de l'ACCRES dans les cotisants réels.

**Caisse d'assurance vieillesse des officiers ministériels,
officiers publics et des compagnies judiciaires**

Exercice	Cotisants réels (A)	Allocataires titulaires réels (B)	Rapport (A)/(B)	Droits dérivés			Rapport (A)/[(B)+0,5x(C)]
				Conjoints coexistants	Majorations conjoints	Conjoints survivants (C)	
1950	8 011	870	9,21	385	-	1 417	5,08
...							
1970	5 442	1 781	3,06	651	-	1 587	2,11
...							
1980	3 894	1 921	2,03	732	-	1 315	1,51
1981	3 970	1 911	2,08	697	-	1 299	1,55
1982	4 025	1 910	2,11	677	-	1 270	1,58
1983	4 063	1 887	2,15	661	-	1 257	1,62
1984	4 078	1 863	2,19	612	-	1 247	1,64
1985	4 128	1 845	2,24	542	37	1 251	1,67
1986	4 195	1 881	2,23	499	67	1 244	1,68
1987	4 261	1 903	2,24	454	103	1 251	1,69
1988	4 300	1 909	2,25	400	133	1 269	1,69
1989	4 333	1 909	2,27	357	147	1 286	1,70
1990	4 388	1 877	2,34	314	161	1 271	1,75
1991	4 496	1 768	2,54	249	171	1 232	1,89
1992	4 569	1 753	2,61	216	181	1 238	1,93
1993	4 643	1 744	2,66	186	186	1 223	1,97
1994	4 576	1 721	2,66	149	179	1 225	1,96
1995	4 595	1 718	2,67	130	172	1 220	1,97
1996	4 611	1 694	2,72	107	167	1 212	2,00
1997	4 640	1 660	2,80	90	165	1 223	2,04
1998	4 648	1 656	2,81	73	163	1 222	2,05
1999	4 663	1 640	2,84	61	140	1 197	2,08
2000	4 664	1 634	2,85	49	134	1 202	2,09
2001	4 670	1 628	2,87	43	133	1 171	2,11
2002	4 688	1 609	2,91	29	116	1 155	2,14
2003	4 685	1 607	2,92	23	117	1 136	2,15
2004	4 665	1 610	2,90	19	108	1 107	2,16
2005	4 723	1 671	2,83	12	97	1 065	2,14
2006	4 752	1 686	2,82	7	88	1 063	2,14
2007	4 790	1 722	2,78	6	88	1 060	2,13
2008	4 763	1 769	2,69	5	81	1 029	2,09
2009	4 720	1 864	2,53	5	79	1 036	1,98
2010	4 697	1 922	2,44	2	68	1 015	1,93
2011	4 609	2 007	2,30	2	60	987	1,84
** 2012	4 221	2 155	1,96	2	55	962	1,60
2013	4 176	2 254	1,85	2	55	929	1,54
2014	4 123	2 347	1,76	2	40	905	1,47
2015	4 098	2 399	1,71	2	35	897	1,44
2016	4 078	2 466	1,65	0	30	885	1,40
*** 2017	4 012	2 531	1,59	0	25	856	1,36

* A compter du 1er janvier 1973, les avoués et les agréés ont quitté la CAVOM pour la CNBF

** A compter du 1er janvier 2012, disparition de la profession d'avoué près les Cours d'appel

*** A compter de 2017, prise en compte des effectifs bénéficiant de l'ACCRES dans les cotisants réels.

Caisse autonome de retraite des médecins de France

Exercice	Cotisants réels (A)	Allocataires titulaires réels (B)	Rapport (A)/(B)	Droits dérivés			Rapport (A)/[(B)+0,5x(C)]
				Conjoints coexistants	Majorations conjoints	Conjoints survivants (C)	
1950	27 200	1 948	13,96	896	-	4 128	6,78
...							
1970	43 516	4 265	10,20	1 898	-	4 993	6,44
...							
1980	65 429	8 728	7,50	3 371	-	5 122	5,80
1981	69 970	9 322	7,51	3 451	-	5 093	5,90
1982	74 002	10 061	7,36	3 595	-	5 161	5,85
1983	76 989	10 525	7,31	3 646	-	5 166	5,87
1984	79 905	11 054	7,23	3 446	-	5 190	5,85
1985	82 743	11 866	6,97	2 879	710	5 252	5,71
1986	86 206	13 024	6,62	2 577	1 177	5 445	5,47
1987	90 343	14 039	6,44	2 351	1 518	5 557	5,37
1988	94 285	15 046	6,27	2 129	1 916	5 661	5,27
1989	99 334	15 805	6,28	1 923	2 246	6 027	5,28
1990	103 706	16 602	6,25	1 715	2 546	6 334	5,25
1991	107 259	17 529	6,12	1 531	2 806	6 678	5,14
1992	109 406	18 675	5,86	1 345	3 022	7 015	4,93
1993	111 230	19 726	5,64	1 158	3 193	7 418	4,75
1994	112 883	20 793	5,43	1 002	3 332	7 725	4,58
1995	114 034	21 768	5,24	881	3 441	8 033	4,42
1996	115 508	22 703	5,09	754	3 555	8 323	4,30
1997	116 756	23 415	4,99	651	3 589	8 710	4,20
1998	117 860	24 297	4,85	548	3 623	9 028	4,09
1999	119 173	24 929	4,78	439	3 654	9 266	4,03
2000	120 005	25 588	4,69	357	3 614	9 603	3,95
2001	120 348	26 173	4,60	275	3 523	9 901	3,87
2002	120 662	26 795	4,50	218	3 446	10 353	3,77
2003	120 692	27 470	4,39	170	3 331	10 423	3,69
2004	124 360	28 112	4,42	124	3 183	10 634	3,72
2005	124 155	29 284	4,24	91	3 010	10 815	3,58
2006	124 285	30 379	4,09	71	2 846	10 955	3,47
2007	123 972	31 959	3,88	50	2 673	11 113	3,30
2008	123 539	33 999	3,63	36	2 503	11 316	3,12
2009	123 378	36 343	3,39	25	2 335	11 918	2,92
2010	123 574	39 188	3,15	15	2 152	12 175	2,73
2011	123 777	42 286	2,93	6	1 988	12 354	2,55
2012	123 199	45 900	2,68	4	1 835	12 470	2,36
2013	122 730	49 535	2,48	2	1 643	12 407	2,20
2014	122 466	53 683	2,28	2	1 487	12 511	2,04
2015	122 004	58 161	2,10	1	1 334	12 484	1,89
2016	121 352	62 288	1,95	1	1 195	12 533	1,77
* 2017	121 198	65 751	1,84	0	1 054	12 607	1,68

* A compter de 2017, prise en compte des effectifs bénéficiant de l'ACCRES dans les cotisants réels.

Caisse autonome de retraite des chirurgiens dentistes et des sages-femmes

Exercice	Cotisants réels (A)	Allocataires titulaires réels (B)	Rapport (A)/(B)	Droits dérivés			Rapport (A)/[(B)+0.5x(C)]
				Conjoints coexistants	Majorations conjoints	Conjoints survivants (C)	
1950	8 893	810	10,98	256	-	301	9,26
...							
1970	17 249	2 522	6,84	923	-	715	5,99
...							
1980	28 425	4 112	6,91	1 162	-	1 037	6,14
1981	28 972	4 209	6,88	1 150	-	1 051	6,12
1982	30 140	4 272	7,06	1 011	-	1 321	6,11
1983	30 977	4 273	7,25	935	-	1 237	6,33
1984	32 068	4 434	7,23	996	-	1 199	6,37
1985	32 610	4 619	7,06	909	55	1 232	6,23
1986	32 820	4 930	6,66	798	170	1 252	5,91
1987	33 646	5 339	6,30	708	237	1 309	5,61
1988	34 419	5 939	5,80	653	307	1 313	5,22
1989	35 350	6 165	5,73	552	337	1 545	5,10
1990	35 712	6 669	5,35	536	385	1 629	4,77
1991	36 268	7 122	5,09	515	430	2 075	4,44
1992	36 396	7 517	4,84	495	463	1 737	4,34
1993	35 264	7 883	4,47	476	472	1 821	4,01
1994	35 496	8 213	4,32	453	484	1 909	3,87
1995	35 536	8 439	4,21	427	533	1 988	3,77
1996	35 883	8 658	4,14	404	558	2 123	3,69
1997	35 759	8 955	3,99	378	583	2 195	3,56
1998	35 889	9 170	3,91	341	595	2 297	3,48
1999	36 077	9 489	3,80	311	600	2 386	3,38
2000	36 155	9 785	3,69	290	613	2 473	3,28
2001	36 141	10 029	3,60	257	625	2 561	3,20
2002	36 604	10 282	3,56	223	636	2 640	3,15
2003	36 086	10 037	3,60	54	630	2 702	3,17
2004	36 364	11 240	3,24	43	619	2 784	2,88
2005	36 626	11 001	3,33	32	576	2 893	2,94
2006	36 349	11 216	3,24	19	537	3 091	2,85
2007	36 570	11 656	3,14	13	507	3 565	2,72
2008	36 641	12 086	3,03	7	472	3 585	2,64
* 2009	39 523	14 544	2,72	4	455	3 691	2,41
2010	39 671	15 042	2,64	4	428	3 799	2,34
2011	39 610	15 747	2,52	4	404	3 859	2,24
2012	39 908	16 819	2,37	3	369	3 957	2,12
2013	40 132	17 654	2,27	0	338	4 027	2,04
2014	41 369	18 415	2,25	0	310	4 101	2,02
2015	42 063	19 188	2,19	0	288	4 234	1,97
2016	42 448	19 831	2,14	0	263	4 382	1,93
** 2017	43 328	20 324	2,13	0	233	3 970	1,94

* A compter du 1er janvier 2009, les ressortissants de la CARSAF ont rejoint la CARCDSF

** A compter de 2017, prise en compte des effectifs bénéficiant de l'ACCRES dans les cotisants réels.

Caisse d'assurance vieillesse des pharmaciens

Exercice	Cotisants réels (A)	Allocataires titulaires réels (B)	Rapport (A)/(B)	Droits dérivés			Rapport (A)/[(B)+0,5x(C)]
				Conjoints coexistants	Majorations conjoints	Conjoints survivants (C)	
1950	13 308	1 251	10,64	610	-	2 444	5,38
...							
1970	18 968	1 453	13,05	542	-	1 992	7,75
...							
1980	22 746	4 624	4,92	1 137	-	1 665	4,17
1981	23 282	5 025	4,63	1 173	-	1 653	3,98
1982	24 018	5 271	4,56	1 151	-	1 675	3,93
1983	24 451	5 635	4,34	1 166	-	1 646	3,79
1984	25 288	5 970	4,24	1 149	-	1 655	3,72
1985	26 375	6 382	4,13	1 106	52	1 688	3,65
1986	26 998	6 885	3,92	961	196	1 688	3,49
1987	27 551	7 443	3,70	882	287	1 736	3,32
1988	28 252	8 034	3,52	820	369	1 776	3,17
1989	28 797	8 575	3,36	746	445	1 939	3,02
1990	29 521	9 042	3,26	665	531	2 096	2,93
1991	30 027	9 503	3,16	594	591	2 245	2,83
1992	30 467	9 846	3,09	525	631	2 385	2,76
1993	30 951	10 154	3,05	473	677	2 595	2,70
1994	31 139	10 374	3,00	419	704	2 737	2,65
1995	31 324	10 604	2,95	367	711	2 863	2,60
1996	31 578	10 732	2,94	325	646	2 980	2,58
1997	31 641	10 960	2,89	277	645	2 994	2,54
1998	31 845	11 115	2,87	230	627	3 063	2,52
1999	31 972	11 345	2,82	201	618	3 107	2,48
2000	32 052	11 495	2,79	158	584	3 144	2,45
2001	32 233	11 677	2,76	120	523	3 174	2,43
2002	32 480	11 875	2,74	103	478	3 219	2,41
2003	32 659	12 051	2,71	79	455	3 231	2,39
2004	33 050	12 323	2,68	58	422	3 236	2,37
2005	33 060	12 641	2,62	44	401	3 174	2,32
2006	33 135	12 910	2,57	28	374	3 215	2,28
2007	33 225	13 671	2,43	23	347	3 222	2,17
2008	33 157	14 480	2,29	18	325	3 124	2,07
2009	33 002	15 328	2,15	11	301	3 090	1,96
2010	32 548	16 141	2,02	6	273	3 040	1,84
2011	32 161	17 017	1,89	6	243	3 006	1,74
2012	32 100	18 013	1,78	4	213	2 929	1,65
2013	31 686	18 737	1,69	2	191	2 853	1,57
2014	31 370	19 454	1,61	2	167	2 788	1,50
2015	31 092	20 165	1,54	1	143	2 718	1,44
2016	30 252	20 801	1,45	1	123	2 675	1,37
* 2017	30 620	21 528	1,42	0	114	2 626	1,34

* A compter de 2017, prise en compte des effectifs bénéficiant de l'ACCRES dans les cotisants réels.

Caisse autonome de retraite des sages-femmes françaises

Exercice	Cotisants réels (A)	Allocataires titulaires réels (B)	Rapport (A)/(B)	Droits dérivés			Rapport (A)/[(B)+0,5x(C)]
				Conjoints coexistants	Majorations conjoints	Conjoints survivants (C)	
1950	5 735	1 081	5,31	0	0	0	5,31
...							
1960	4 024	1 621	2,48	0	0	0	2,48
...							
1970	3 141	2 115	1,49	0	0	0	1,49
...							
1980	1 766	2 905	0,61	0	0	0	0,61
1981	1 634	2 962	0,55	0	0	0	0,55
1982	1 539	3 001	0,51	0	0	0	0,51
1983	1 336	3 006	0,44	0	0	0	0,44
1984	1 250	3 108	0,40	0	0	0	0,40
1985	1 219	3 113	0,39	0	0	0	0,39
1986	1 091	3 152	0,35	0	0	0	0,35
1987	1 124	3 199	0,35	0	0	0	0,35
1988	1 132	3 203	0,35	0	0	0	0,35
1989	1 157	3 191	0,36	0	0	0	0,36
1990	1 172	3 188	0,37	0	0	0	0,37
1991	1 196	3 145	0,38	0	0	0	0,38
1992	1 204	3 115	0,39	0	0	0	0,39
1993	1 185	3 048	0,39	0	0	1	0,39
1994	1 203	3 023	0,40	0	0	9	0,40
1995	1 271	2 958	0,43	0	0	12	0,43
1996	1 332	2 871	0,46	0	0	12	0,46
1997	1 423	2 772	0,51	0	0	13	0,51
1998	1 505	2 667	0,56	0	0	14	0,56
1999	1 597	2 554	0,63	0	0	19	0,62
2000	1 693	2 471	0,69	0	0	21	0,68
2001	1 766	2 382	0,74	0	0	22	0,74
2002	1 859	2 251	0,83	0	0	20	0,82
2003	1 976	2 172	0,91	0	0	17	0,91
2004	2 109	2 120	0,99	0	0	18	0,99
2005	2 189	2 067	1,06	0	0	28	1,05
2006	2 414	1 993	1,21	0	0	25	1,20
2007	2 547	1 952	1,30	0	0	24	1,30
2008	2 785	1 910	1,46	0	0	21	1,45
2009	Depuis le 1er janvier 2009 les ressortissants de la CARSAF ont rejoint la CARCDSF						

Caisse autonome de retraite de prévoyance des infirmiers, masseurs-kinesithérapeutes, pédicures, podologues, orthophonistes et orthoptistes

Exercice	Cotisants réels (A)	Allocataires titulaires réels (B)	Rapport (A)/(B)	Droits dérivés			Rapport (A)/[(B)+0,5x(C)]
				Conjoints coexistants	Majorations conjoints	Conjoints survivants (C)	
1950	6 285	-	-	-	-	-	-
...							
1970	23 001	5 413	4,25	120	-	156	4,19
...							
1980	44 345	7 613	5,82	209	-	346	5,70
1981	46 464	7 753	5,99	196	-	369	5,85
1982	48 882	7 809	6,26	190	-	387	6,11
1983	50 651	7 754	6,53	196	-	398	6,37
1984	53 026	8 005	6,62	195	-	394	6,47
1985	57 053	8 257	6,91	183	0	352	6,77
1986	60 272	8 717	6,91	156	27	365	6,77
1987	64 651	9 054	7,14	145	39	378	6,99
1988	68 667	9 321	7,37	132	47	384	7,22
1989	72 402	9 548	7,58	109	50	427	7,42
1990	76 267	9 864	7,73	97	56	470	7,55
1991	80 179	10 219	7,85	86	63	526	7,65
1992	83 500	10 580	7,89	80	67	567	7,69
1993	87 208	10 977	7,94	71	70	613	7,73
1994	91 682	11 492	7,98	60	72	668	7,75
1995	94 315	12 086	7,80	45	71	719	7,58
1996	96 587	12 590	7,67	33	73	748	7,45
1997	98 961	13 266	7,46	26	67	804	7,24
1998	100 847	13 983	7,21	21	68	850	7,00
1999	103 190	14 721	7,01	16	69	893	6,80
2000	106 005	15 459	6,86	13	68	929	6,66
2001	107 968	16 249	6,64	11	61	985	6,45
2002	109 827	17 225	6,38	8	64	1 041	6,19
2003	112 331	18 330	6,13	5	70	1 103	5,95
2004	119 344	19 368	6,16	5	70	1 157	5,98
2005	123 068	20 885	5,89	3	60	1 182	5,73
2006	127 835	22 617	5,65	3	59	1 132	5,51
2007	132 551	24 906	5,32	3	58	1 321	5,18
2008	137 597	27 811	4,95	3	55	1 408	4,83
2009	142 694	30 799	4,63	3	53	1 483	4,52
2010	148 662	34 078	4,36	3	50	1 586	4,26
2011	154 943	37 590	4,12	3	48	1 663	4,03
2012	162 132	40 712	3,98	1	45	1 781	3,90
2013	169 777	43 666	3,89	1	40	1 870	3,81
2014	177 628	46 641	3,81	0	39	1 976	3,73
2015	185 421	49 937	3,71	0	32	2 112	3,64
2016	193 316	53 001	3,65	0	29	2 234	3,57
* 2017	204 524	55 847	3,66	0	27	2 301	3,59

* A compter de 2017, prise en compte des effectifs bénéficiant de l'ACCRE dans les cotisants réels.

**Caisse autonome de retraites
de prévoyance des vétérinaires**

Exercice	Cotisants réels (A)	Allocataires titulaires réels (B)	Rapport (A)/(B)	Droits dérivés			Rapport (A)/[(B)+0,5x(C)]
				Conjoints coexistants	Majorations conjoints	Conjoints survivants (C)	
1950	2 507	355	7,06	153	-	461	4,28
...							
1970	3 683	485	7,59	233	-	538	4,88
...							
1980	4 969	714	6,96	332	-	525	5,09
1981	5 159	745	6,92	339	-	516	5,14
1982	5 360	781	6,86	336	-	513	5,17
1983	5 475	809	6,77	336	-	510	5,15
1984	5 631	840	6,70	338	-	513	5,14
1985	5 870	933	6,29	317	27	526	4,91
1986	6 066	1 059	5,73	295	62	516	4,61
1987	6 287	1 189	5,29	296	97	528	4,33
1988	6 455	1 312	4,92	253	159	676	3,91
1989	6 658	1 426	4,67	211	233	677	3,77
1990	6 827	1 519	4,49	145	327	697	3,66
1991	6 973	1 616	4,31	89	446	695	3,55
1992	7 079	1 717	4,12	67	494	700	3,42
1993	7 217	1 811	3,99	38	557	748	3,30
1994	7 352	1 873	3,93	128	505	770	3,26
1995	7 495	1 965	3,81	107	581	787	3,18
1996	7 661	2 034	3,77	72	645	816	3,14
1997	7 750	2 082	3,72	68	676	843	3,10
1998	7 865	2 150	3,66	45	700	862	3,05
1999	7 969	2 201	3,62	39	706	904	3,00
2000	8 023	2 252	3,56	32	708	932	2,95
2001	8 178	2 290	3,57	26	721	941	2,96
2002	8 308	2 310	3,60	26	702	992	2,96
2003	8 355	2 349	3,56	0	712	1 005	2,93
2004	8 661	2 394	3,62	0	673	1 028	2,98
2005	8 707	2 515	3,46	0	639	1 027	2,88
2006	8 903	2 581	3,45	0	612	1 062	2,86
2007	9 057	2 690	3,37	0	587	1 109	2,79
2008	9 393	2 776	3,38	0	565	1 122	2,81
2009	9 552	2 905	3,29	0	561	1 153	2,74
2010	9 713	3 014	3,22	0	536	1 161	2,70
2011	9 935	3 135	3,17	0	515	1 188	2,66
2012	10 053	3 217	3,12	0	498	1 216	2,63
2013	10 134	3 310	3,06	0	482	1 227	2,58
2014	10 384	3 419	3,04	0	318	1 243	2,57
2015	10 472	3 534	2,96	0	284	1 245	2,52
2016	10 638	3 604	2,95	0	220	1 252	2,51
* 2017	10 921	3 655	2,99	0	141	1 248	2,55

* A compter de 2017, prise en compte des effectifs bénéficiant de l'ACCRE dans les cotisants réels.

**Caisse d'allocation vieillesse des agents généraux
et des mandataires non salariés de l'assurance et de capitalisation**

Exercice	Cotisants réels (A)	Allocataires titulaires réels (B)	Rapport (A)/(B)	Droits dérivés			Rapport (A)/[(B)+0,5x(C)]
				Conjoints coexistants	Majorations conjoints	Conjoints survivants (C)	
1950	-	-	-	-	-	-	-
...							
1970	19 765	5 463	3,62	2 019	-	2 586	2,93
...							
1980	22 931	10 216	2,24	3 083	-	3 515	1,92
1981	22 679	10 551	2,15	3 017	-	3 560	1,84
1982	22 200	10 820	2,05	2 917	-	3 607	1,76
1983	21 973	11 004	2,00	2 832	-	3 545	1,72
1984	22 234	11 297	1,97	2 613	-	3 732	1,69
1985	22 185	11 770	1,88	2 369	-	3 738	1,63
1986	21 698	12 842	1,69	2 104	331	3 835	1,47
1987	21 506	13 770	1,56	1 876	525	3 880	1,37
1988	21 394	14 488	1,48	1 674	631	3 899	1,30
1989	21 127	15 161	1,39	1 526	756	4 098	1,23
1990	20 612	15 826	1,30	1 349	864	4 372	1,14
1991	20 064	16 872	1,19	1 213	966	4 804	1,04
1992	19 401	17 670	1,10	1 102	1 084	5 076	0,96
1993	18 488	18 432	1,00	947	1 192	5 736	0,87
1994	18 597	18 966	0,98	812	1 240	5 939	0,85
1995	17 799	19 426	0,92	697	1 251	6 211	0,79
1996	17 521	19 759	0,89	570	1 312	6 450	0,76
1997	17 307	20 180	0,86	452	1 336	6 701	0,74
1998	16 756	20 606	0,81	363	1 341	6 928	0,70
1999	16 161	20 928	0,77	304	1 321	7 027	0,66
2000	15 522	21 339	0,73	237	1 296	7 241	0,62
2001	15 177	21 764	0,70	182	1 285	7 421	0,60
2002	14 661	22 189	0,66	145	1 240	7 600	0,56
2003	14 206	22 563	0,63	117	1 203	7 721	0,54
2004	14 271	23 021	0,62	86	1 145	7 836	0,53
2005	13 920	23 510	0,59	67	1 063	7 723	0,51
2006	13 513	23 910	0,57	58	1 003	8 159	0,48
2007	13 247	24 437	0,54	44	949	8 648	0,46
2008	12 957	25 056	0,52	28	893	8 701	0,44
2009	12 761	25 630	0,50	25	827	8 753	0,43
2010	12 459	26 350	0,47	16	783	9 377	0,40
2011	12 230	26 798	0,46	10	716	9 581	0,39
2012	11 896	27 095	0,44	6	659	9 815	0,37
2013	11 580	27 323	0,42	2	598	9 872	0,36
2014	11 554	27 387	0,42	2	527	9 825	0,36
2015	11 541	27 523	0,42	1	481	9 954	0,36
2016	11 373	27 549	0,41	0	420	10 019	0,35
* 2017	11 499	27 271	0,42	0	377	9 996	0,36

* A compter de 2017, prise en compte des effectifs bénéficiant de l'ACCRES dans les cotisants réels.

Caisse d'assurance vieillesse des experts-comptables et des commissaires aux comptes

Exercice	Cotisants réels (A)	Allocataires titulaires réels (B)	Rapport (A)/(B)	Droits dérivés			Rapport (A)/[(B)+0,5x(C)]
				Conjoints coexistants	Majorations conjoints	Conjoints survivants (C)	
1950	-	-	-	-	-	-	-
...							
1970	8 055	3 049	2,64	1 184	-	1 123	2,23
...							
* 1980	10 791	3 225	3,35	942	-	1 466	2,73
1981	10 985	3 117	3,52	867	-	1 455	2,86
1982	11 240	3 053	3,68	787	-	1 433	2,98
1983	11 461	3 018	3,80	727	-	1 398	3,08
1984	11 545	2 997	3,85	665	-	1 393	3,13
1985	11 599	3 037	3,82	560	53	1 354	3,12
1986	11 702	3 139	3,73	485	96	1 354	3,07
1987	11 906	3 230	3,69	422	130	1 332	3,06
1988	12 247	3 337	3,67	374	177	1 338	3,06
1989	12 445	3 447	3,61	326	222	1 395	3,00
1990	12 944	3 574	3,62	272	246	1 460	3,01
1991	13 338	3 733	3,57	234	269	1 504	2,97
1992	13 780	3 844	3,58	190	298	1 555	2,98
1993	14 234	3 953	3,60	158	315	1 568	3,00
1994	15 107	4 106	3,68	133	344	1 605	3,08
1995	15 458	4 215	3,67	114	324	1 623	3,08
1996	15 577	4 301	3,62	94	333	1 697	3,02
1997	15 850	4 413	3,59	71	355	1 753	3,00
1998	15 917	4 525	3,52	53	358	1 755	2,95
1999	16 003	4 654	3,44	43	350	1 789	2,88
2000	16 141	4 785	3,37	34	380	1 818	2,83
2001	16 232	4 889	3,32	23	369	1 846	2,79
2002	16 398	5 017	3,27	16	340	1 831	2,76
2003	16 682	5 119	3,26	10	332	1 869	2,76
2004	17 033	5 204	3,27	8	315	1 882	2,77
2005	17 191	5 407	3,18	7	294	1 865	2,71
2006	17 508	5 585	3,13	3	274	1 894	2,68
2007	18 091	5 817	3,11	4	271	2 003	2,65
2008	18 461	6 053	3,05	4	257	1 963	2,62
2009	18 736	6 458	2,90	2	241	2 014	2,51
2010	18 611	6 918	2,69	2	222	2 057	2,34
2011	18 620	7 356	2,53	2	205	2 061	2,22
** 2012	13 705	7 754	1,77	2	192	2 050	1,56
2013	13 799	8 148	1,69	1	172	2 056	1,50
2014	13 912	8 526	1,63	1	154	2 052	1,46
2015	14 082	8 909	1,58	1	140	2 024	1,42
2016	14 008	9 209	1,52	0	128	2 043	1,37
*** 2017	14 266	9 490	1,50	0	0	2 069	1,36

* Les experts-comptables stagiaires autorisés à exercer sont affiliés depuis le 1er janvier 1980

** Les experts-comptables salariés ne cotisent plus au régime de base à compter du 1er janvier 2012

*** A compter de 2017, prise en compte des effectifs bénéficiant de l'ACCRES dans les cotisants réels.

Caisse autonome de retraite des géomètres-experts, experts agricoles et fonciers

Exercice	Cotisans réels (A)	Allocataires titulaires réels (B)	Rapport (A)/(B)	Droits dérivés			Rapport (A)/[(B)+0,5x(C)]
				Conjoints coexistants	Majorations conjoints	Conjoints survivants (C)	
1955 *	1 526	94	16,23	43	-	117	10,01
...							
1960	1 597	239	6,68	84	-	144	5,14
...							
1970	1 850	538	3,44	216	-	253	2,78
...							
1980	2 020	766	2,64	254	-	324	2,18
1981	2 060	748	2,75	244	-	321	2,27
1982	2 217	710	3,12	228	-	330	2,53
1983	2 273	675	3,37	217	-	320	2,72
1984	2 217	658	3,37	197	-	321	2,71
1985	2 212	660	3,35	180	2	322	2,69
1986	2 210	675	3,27	172	11	316	2,65
1987	2 176	670	3,25	173	22	314	2,63
1988	2 135	677	3,15	159	27	321	2,55
1989	2 111	702	3,01	147	30	335	2,43
1990	2 128	724	2,94	147	41	344	2,38
1991	2 156	762	2,83	98	40	353	2,30
1992	2 101	770	2,73	90	30	373	2,20
1993	1 916	840	2,28	67	49	385	1,86
1994	1 923	893	2,15	59	60	391	1,77
1995	1 862	909	2,05	53	66	400	1,68
1996	1 798	930	1,93	41	69	412	1,58
1997	1 748	963	1,82	38	73	412	1,50
1998	1 710	1 009	1,69	33	80	418	1,40
1999	1 682	1 035	1,63	27	79	423	1,35
2000	Depuis le 1er janvier 2000 les géomètres relèvent de la CIPAV						

* La section des géomètres, instituée par décret du 8 octobre 1954, a commencé ses opérations en 1955

Caisse de retraite de l'enseignement, des arts appliqués, du sport et du tourisme

Exercice	Cotisants réels (A)	Allocataires titulaires réels (B)	Rapport (A)/(B)	Droits dérivés			Rapport (A)/[(B)+0,5x(C)]
				Conjoints coexistants	Majorations conjoints	Conjoints survivants (C)	
1977 *	7 570	2 272	3,33	157	-	136	3,24
1978	8 113	2 283	3,55	159	-	136	3,45
1979	8 987	2 293	3,92	167	-	143	3,80
1980	10 541	2 308	4,57	160	-	158	4,42
1981	11 845	2 303	5,14	158	-	162	4,97
1982	11 567	2 287	5,06	150	-	169	4,88
1983	11 245	2 274	4,95	137	-	177	4,76
1984	11 870	2 263	5,25	131	-	175	5,05
1985	12 556	2 258	5,56	120	5	181	5,35
1986	13 355	2 345	5,70	108	9	183	5,48
1987	14 491	2 476	5,85	101	19	188	5,64
1988	15 126	2 574	5,88	92	34	191	5,67
1989	16 208	2 666	6,08	80	47	217	5,84
1990	16 550	2 738	6,04	72	53	226	5,80
1991	16 566	2 976	5,57	67	65	244	5,35
1992	16 589	3 125	5,31	61	77	270	5,09
1993	17 820	3 295	5,41	47	88	307	5,17
1994	17 849	3 539	5,04	40	92	319	4,83
1995	18 796	3 723	5,05	38	99	325	4,84
1996	19 702	3 928	5,02	34	104	345	4,80
1997	20 693	4 151	4,99	31	108	347	4,79
1998	21 388	4 364	4,90	22	93	358	4,71
1999	22 216	4 590	4,84	14	95	382	4,65
2000	23 315	4 809	4,85	11	96	408	4,65
2001	23 210	5 024	4,62	10	99	429	4,43
2002	23 989	5 245	4,57	8	91	434	4,39
2003	23 352	5 456	4,28	7	88	457	4,11
2004	Depuis le 1er janvier 2004 les ressortissants de la CREA ont rejoint la CIPAV						

* La CREA résultant de la fusion des sections des artistes (CAVAR) et des musiciens (CAVMU), a commencé ses opérations le 1er janvier 1977

Caisse interprofessionnelle de prévoyance et d'assurance vieillesse - professions libérales

Exercice	Cotisants réels (A)	Allocataires titulaires réels (B)	Rapport (A)/(B)	Droits dérivés			Rapport (A)/[(B)+0,5x(C)]
				Conjoints coexistants	Majorations conjoints	Conjoints survivants (C)	
(1) 1978	26 661	5 785	4,61	1 966	-	2 390	3,82
1979	28 336	6 202	4,57	2 019	-	2 429	3,82
1980	29 942	6 472	4,63	2 086	-	2 522	3,87
1981	32 546	6 553	4,97	1 993	-	2 547	4,16
1982	33 344	6 551	5,09	1 860	-	2 564	4,26
1983	34 604	6 724	5,15	1 760	-	2 573	4,32
1984	35 571	6 943	5,12	1 646	-	2 574	4,32
1985	37 427	7 301	5,13	1 506	-	2 569	4,36
1986	37 915	7 933	4,78	1 350	-	2 562	4,11
1987	38 448	8 668	4,44	1 212	326	2 573	3,86
1988	40 998	9 336	4,39	1 073	423	2 627	3,85
1989	42 364	10 086	4,20	955	544	2 819	3,69
1990	44 832	10 903	4,11	843	664	2 941	3,62
(2) 1991	47 372	11 836	4,00	727	774	3 100	3,54
1992	46 033	11 919	3,86	598	801	3 071	3,42
1993	46 300	12 985	3,57	526	896	3 205	3,17
1994	48 676	14 240	3,42	452	986	3 329	3,06
1995	51 324	15 520	3,31	380	1 045	3 443	2,98
1996	55 588	16 770	3,31	323	1 116	3 570	3,00
1997	59 365	18 004	3,30	269	1 175	3 743	2,99
1998	63 168	19 153	3,30	198	1 234	3 917	2,99
1999	68 883	20 447	3,37	160	1 281	4 134	3,06
(3) 2000	73 252	22 641	3,24	155	1 390	4 726	2,93
2001	75 525	23 715	3,18	131	1 404	4 857	2,89
2002	82 500	25 205	3,27	108	1 370	5 103	2,97
2003	88 528	26 696	3,32	80	1 359	5 300	3,02
(4) 2004	134 967	33 881	3,98	72	1 403	5 978	3,66
2005	140 802	35 685	3,95	55	1 350	6 029	3,64
2006	157 049	37 485	4,19	45	1 305	6 335	3,86
2007	172 198	40 100	4,29	34	1 243	6 910	3,95
2008	185 991	44 518	4,18	31	1 197	7 295	3,86
2009	208 466	48 261	4,32	28	1 145	7 621	4,00
2010	208 386	52 694	3,95	22	1 071	8 041	3,67
2011	211 047	55 072	3,83	19	987	8 441	3,56
2012	210 209	58 254	3,61	17	889	8 620	3,36
2013	215 717	62 622	3,44	14	835	9 002	3,21
2014	216 797	65 573	3,31	13	787	9 310	3,09
2015	213 617	69 657	3,07	0	730	9 735	2,87
2016	207 769	74 007	2,81	0	637	10 429	2,62
* 2017	223 457	79 440	2,81	0	566	10 980	2,63

(1) La CIPAV résultant de la fusion des sections des architectes et des ingénieurs et techniciens, a commencé ses opérations le 1er janvier 1978

(2) A compter du 1er janvier 1992, les conseillers juridiques ont quitté la CIPAV pour la CNBF

(3) A compter du 1er janvier 2000, les géomètres relèvent de la CIPAV

(4) A compter du 1er janvier 2004, les ressortissants de la CREA ont rejoint la CIPAV

* A compter de 2017, prise en compte des effectifs bénéficiant de l'ACCRES dans les cotisants réels.

Caisse interprofessionnelle de prévoyance et d'assurance vieillesse - micro-entrepreneurs

Exercice	Affiliés *			Affiliés cotisants réels **	Allocataires	
	Hommes	Femmes	Total		Droits propres	Droits dérivés
2009	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
2010	n.d.	n.d.	n.d.	43 541	n.d.	-
2011	124 041	80 566	204 607	71 680	1 611	-
2012	127 607	86 583	214 190	86 239	1 719	-
2013	148 375	114 616	262 991	101 076	3 080	-
2014	155 970	126 519	282 489	112 455	4 471	-
2015	161 147	135 488	296 635	134 812	5 898	-
2016	164 421	144 274	308 695	211 335	7 537	112
2017	158 440	174 847	333 287	(1) 250 000	9 080	103

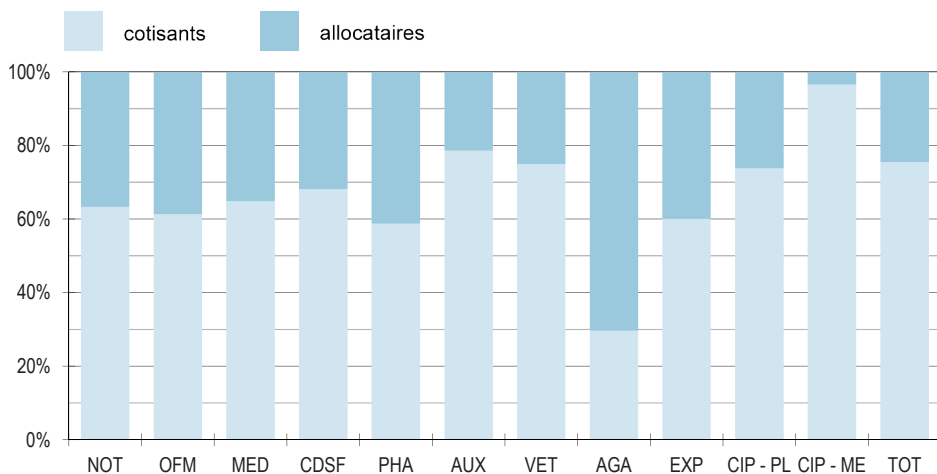
* Nombre de micro-entrepreneurs affiliés à la CNAVPL (source CIPAV)

** Nombre de micro-entrepreneurs cotisants économiquement actif à la CNAVPL (source ACOSS) :

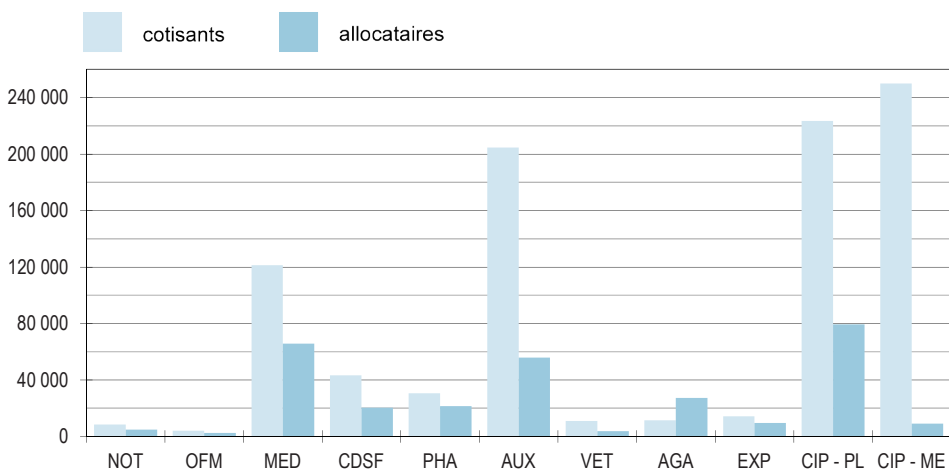
- De 2009 à 2015 : micro-entrepreneurs ayant un chiffre d'affaire > 200 heures de SMIC et hors ACCRE.
- En 2016 : micro-entrepreneurs ayant un chiffre d'affaire non nul et hors ACCRE
- (1) En 2017 : micro-entrepreneurs ayant un chiffre d'affaire non nul et y compris ACCRE - Estimation CNAVPL

ASSURANCE VIEILLESSE DE BASE DONNEES STATISTIQUES

Répartition des cotisants et des allocataires au 30 juin 2017



Nombre de cotisants et d'allocataires au 30 juin 2017



Statistiques des mouvements

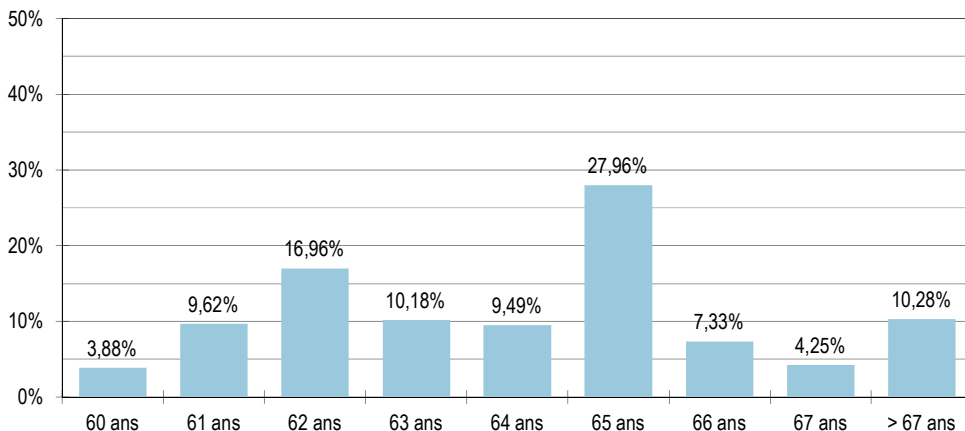
Régime de base effectif au 30.06		2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Immatriculations nouvelles	CPRN	369	421	341	359	420	207	228	452
	CAVOM	94	101	94	54	67	78	80	68
	CARMF	3 111	3 212	3 582	3 740	4 356	4 574	4 591	4 974
	CARCDSF	799	1 110	1 042	1 292	1 510	1 773	1 893	1 696
	CAVP	902	956	1 300	932	848	803	796	909
	CARPIMKO	10 116	10 922	11 962	12 217	12 669	13 437	14 254	14 335
	CARPV	432	495	427	472	551	509	534	359
	CAVAMAC	571	701	647	665	703	743	611	636
	CAVEC	821	643	379	270	238	269	248	481
	CIPAV - PL	24 445	11 483	12 797	13 892	9 862	12 216	11 302	7 423
	CIPAV - ME	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	81 906	108 470
	41 660	30 044	32 571	33 893	31 224	34 609	116 443	139 803	
Liquidations titulaires	CPRN	407	322	280	275	332	237	210	417
	CAVOM	154	169	231	195	165	158	147	126
	CARMF	4 078	4 322	4 884	5 094	5 586	5 993	5 624	5 120
	CARCDSF	979	1 276	1 473	1 518	1 246	1 326	1 224	1 076
	CAVP	1 325	1 367	1 513	1 276	1 212	1 271	1 206	1 290
	CARPIMKO	4 066	4 179	3 872	3 677	3 799	4 143	3 921	3 794
	CARPV	202	228	210	198	219	226	191	198
	CAVAMAC	1 329	1 476	1 365	1 339	1 054	1 085	932	780
	CAVEC	669	613	619	638	585	604	580	543
	CIPAV - PL	5 910	5 479	4 069	7 597	5 291	6 963	6 271	7 203
	CIPAV - ME	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	1 252	1 572
	19 119	19 431	18 516	21 807	19 489	22 006	21 558	22 119	
Liquidations conjoints survivants	CPRN	56	49	54	76	76	66	66	52
	CAVOM	71	51	43	50	32	49	52	35
	CARMF	845	790	730	727	796	720	733	855
	CARCDSF	152	159	216	166	138	155	182	176
	CAVP	140	130	153	147	140	148	161	150
	CARPIMKO	205	197	232	213	205	244	235	185
	CARPV	66	67	82	79	70	72	71	68
	CAVAMAC	536	714	707	758	523	589	390	375
	CAVEC	147	124	103	132	116	111	145	84
	CIPAV - PL	781	772	569	887	619	841	1 182	1 032
	CIPAV - ME	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	21	48
	2 999	3 053	2 889	3 235	2 715	2 995	3 238	3 060	

Âges moyens

Régime de base au 30.06	Âge moyen à l'immatriculation							
	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
CPRN	36,67	36,00	36,00	36,64	37,64	36,79	36,50	36,93
CAVOM	33,72	32,71	35,27	33,93	34,03	33,72	34,08	34,21
CARMF	38,96	38,93	38,87	38,46	38,03	37,53	37,60	37,30
CARCDSF	29,94	31,31	29,94	29,45	29,68	29,50	28,73	29,12
CAVP	35,93	35,81	35,92	35,79	35,33	35,26	35,33	35,62
CARPIMKO	31,58	32,01	32,26	31,86	31,61	31,54	31,38	31,25
CARPV	31,24	32,02	31,65	32,11	31,40	31,66	32,40	30,68
CAVAMAC	38,50	37,80	38,90	38,52	39,50	39,60	39,70	39,70
CAVEC	36,51	35,39	37,87	35,56	36,11	36,52	36,48	37,56
CIPAV - PL	39,87	39,58	39,83	38,93	38,04	38,41	37,59	34,35
CIPAV - ME	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	37,07	36,85
MOYENNE	37,30	36,00	36,27	35,72	34,84	34,99	36,29	36,06
Régime de base Titulaires au 30.06	Âge moyen à la liquidation							
	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
CPRN	63,78	64,00	64,00	64,70	65,26	65,65	65,60	68,38
CAVOM	64,04	64,45	64,82	64,86	65,12	65,86	65,35	66,08
CARMF	65,53	65,13	65,25	65,40	65,49	65,54	65,59	65,73
CARCDSF	63,56	64,63	64,78	64,77	64,36	64,38	64,62	64,29
CAVP	63,47	63,38	63,84	64,13	64,18	64,01	64,15	64,32
CARPIMKO	62,55	62,69	63,36	63,67	63,73	63,65	63,82	63,94
CARPV	63,92	63,80	64,14	64,14	64,33	64,55	64,31	64,40
CAVAMAC	62,60	62,60	63,00	63,16	63,80	63,70	64,50	64,90
CAVEC	63,67	63,57	64,00	64,08	64,07	63,80	64,33	65,54
CIPAV - PL	63,55	63,61	63,91	64,24	64,38	64,48	64,60	64,79
CIPAV - ME	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	64,04	64,43
MOYENNE	63,71	63,74	64,16	64,38	64,54	64,55	64,66	64,88
Régime de base Conjoints survivants au 30.06	Âge moyen à la liquidation							
	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
CPRN	75,50	74,00	76,00	76,49	77,67	77,55	77,44	77,75
CAVOM	75,37	76,39	75,19	72,90	73,31	76,37	74,81	74,80
CARMF	73,14	74,12	73,94	74,33	73,36	74,37	73,93	72,09
CARCDSF	73,19	73,52	75,65	74,51	73,75	76,31	75,08	75,10
CAVP	76,81	75,66	75,64	76,33	78,37	74,32	75,22	76,88
CARPIMKO	67,90	68,60	68,45	68,96	69,57	68,50	69,20	69,92
CARPV	73,85	77,56	77,32	76,36	75,53	77,28	76,56	79,13
CAVAMAC	74,80	74,00	73,90	74,17	76,40	75,40	83,70	83,40
CAVEC	73,48	73,52	77,25	76,86	76,36	75,56	74,83	76,33
CIPAV - PL	69,69	70,95	71,92	70,65	72,77	71,62	72,03	69,88
CIPAV - ME	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	64,90	66,75
MOYENNE	72,48	73,06	73,58	73,22	74,11	73,64	74,32	73,32

Liquidation des pensions

► Répartition par âge du flux de personnes ayant liquidé leur pension du régime de base en 2016



Note : les liquidations avant 60 ans ont été exclues du graphique, compte tenu de leur caractère très marginal dans le régime de base des professions libérales, 9 en 2017, soit 0,04 % du flux.

► Flux de liquidation

Le tableau ci-dessous présente la part des personnes ayant liquidé leur pension du régime de base en 2017 avec décote, surcote et au taux plein. Il indique également la part des personnes ayant liquidé leur pension au taux plein lorsque celui-ci a été obtenu par la durée d'assurance tous régimes confondus, c'est à dire avant 65 ans.

Flux de liquidation 2017	Décote	Surcote	Taux plein	Taux plein durée
CPRN	12,68%	73,68%	13,64%	5,02%
CAVOM	10,40%	64,00%	25,60%	11,20%
CARMF	12,44%	58,13%	29,43%	8,18%
CARCDSF	24,81%	32,25%	42,94%	34,48%
CAVP	29,92%	39,15%	30,93%	17,52%
CARPIMKO	12,60%	43,91%	43,49%	27,89%
CARPV	39,39%	27,78%	32,83%	6,06%
CAVAMAC	16,26%	36,00%	47,74%	28,13%
CAVEC	5,89%	57,46%	36,65%	26,34%
CIPAV - PL	12,68%	35,58%	51,74%	26,18%
CIPAV - ME	10,71%	36,62%	52,66%	28,96%
	14,26%	43,72%	42,02%	21,80%

Note de lecture : 39,39 % des vétérinaires qui ont liquidé leur pension du régime de base en 2017 ont vu leur pension minorée par une décote ; 57,46 % des experts comptables qui ont liquidé leur pension du régime de base en 2017 ont bénéficié d'une surcote et 51,74 % des affiliés de la CIPAV qui ont liquidé leur pension du régime de base en 2017 ne se sont vus appliquer ni décote, ni surcote.

Affiliés volontaires, affiliés des DOM

Affiliés volontaires et des DOM au 30.06	Cotisants volontaires		Cotisants des DOM		Retraités titulaires des DOM		Conjoints survivants des DOM	
	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017
CPRN	1	1	99	87	31	42	5	5
CAVOM	2	2	90	88	23	25	6	2
CARMF	35	37	2 819	2 857	658	710	86	90
CARCDSF	10	11	1 254	1 303	188	197	24	25
CAVP	140	108	801	798	234	257	14	17
CARPIMKO	221	224	7 735	8 145	524	603	12	15
CARPV	-	14	166	164	22	23	-	1
CAVAMAC	-	-	39	41	100	100	18	20
CAVEC	39	27	338	361	44	52	-	2
CIPAV - PL	481	565	4 193	5 478	248	291	18	20
CIPAV - ME	n.d.	222	4 351	4 751	11	65	-	1
	929	1 211	21 885	24 073	2 083	2 365	183	198

Affiliés volontaires et des DOM au 30.06 (*)	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Cotisants volontaires	1 542	1 582	1 449	1 298	1 037	1 083	1 181	1 091	1 095	1 062
Cotisants des DOM	10 612	10 754	11 496	12 576	13 532	13 908	14 885	15 936	16 873	17 365
Allocataires des DOM	658	763	841	944	1 077	1 199	1 358	1 529	1 706	1 896
Conj. coexistants, MCC des DOM	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Conjoints survivants des DOM	129	154	169	119	135	143	155	165	173	166

(*) L'historique ne prend pas en compte les chiffres des micro-entrepreneurs

Répartition hommes - femmes et cotisants - retraités

Régime de base au 30.06.2017	Affiliés en exercice		Allocataires droits propres	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
CPRN	5 632	2 823	4 574	340
CAVOM	2 759	1 262	2 160	371
CARMF	77 168	45 924	51 353	14 398
CARCDSF	21 847	21 806	13 369	6 955
CAVP	14 196	16 462	8 963	12 565
CARPIMKO	59 620	148 748	14 094	41 753
CARPV	6 724	4 220	3 473	182
CAVAMAC	9 562	1 965	22 312	4 959
CAVEC	10 958	3 341	8 467	1 023
CIPAV - PL	149 708	74 458	60 207	19 233
CIPAV - ME	174 847	158 440	6 577	2 503
	533 021	479 449	195 549	104 282
Affiliés en exercice Dont bénéficiaires	1 012 470		Allocataires réels : 299 831	
	Report, malades : 6 903			
	Cotisants réels : 1 005 567			

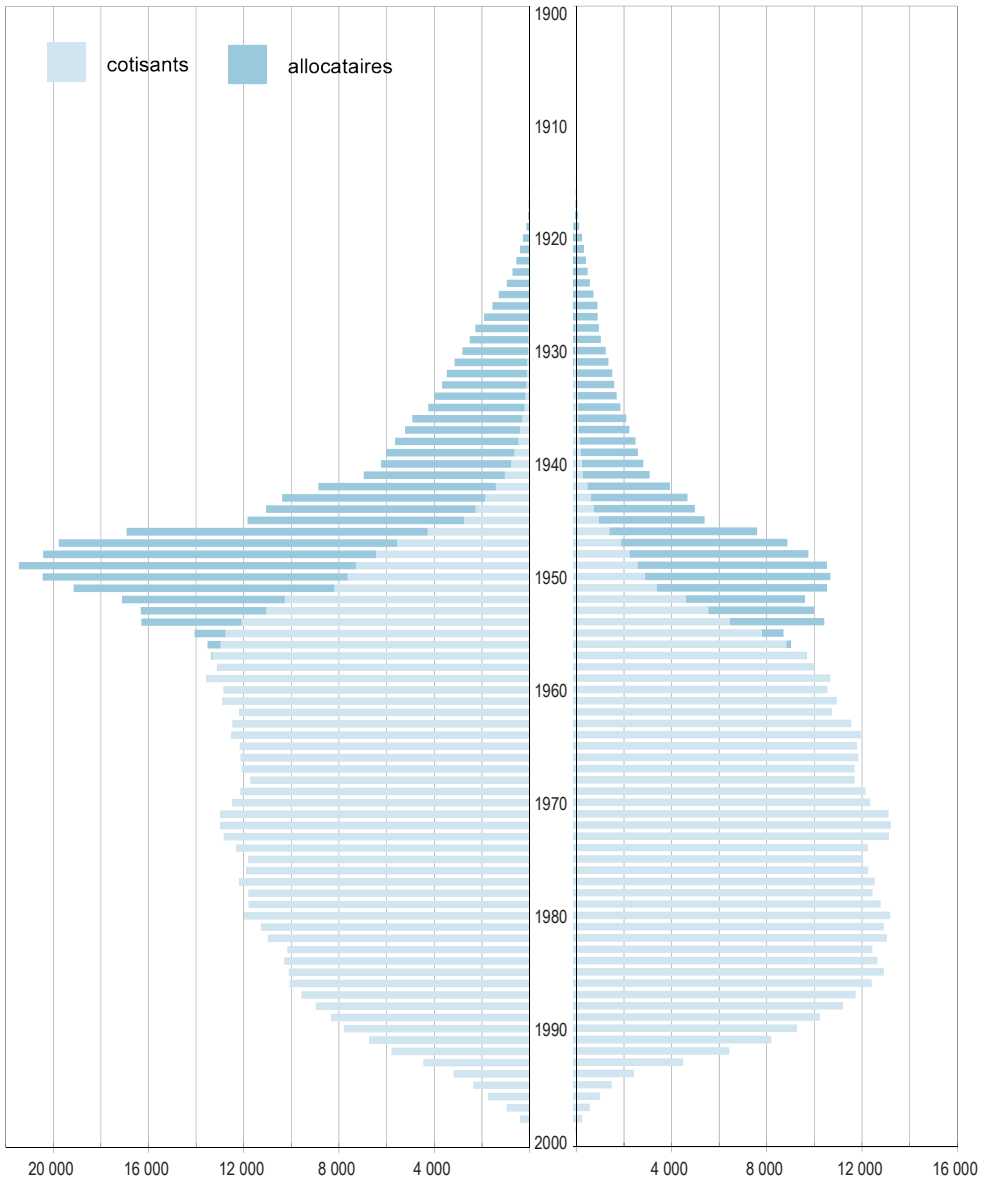
Répartition hommes - femmes

Régime de base effectif au 30.06		2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Femmes	CPRN	1 902	2 019	2 163	2 295	2 414	2 556	2 672	2 732
	CAVOM	1 219	1 242	1 275	1 168	1 175	1 193	1 212	1 249
	CARMF	38 978	39 535	40 140	40 962	41 777	42 853	43 935	44 815
	CARCDSF	15 877	16 451	17 030	17 541	18 082	19 347	20 256	21 160
	CAVP	17 479	17 224	17 086	17 153	17 080	17 013	16 888	16 638
	CARPIMKO	100 325	105 310	110 595	116 678	122 673	129 118	135 527	142 291
	CARPV	2 596	2 779	2 997	3 177	3 406	3 642	3 839	4 050
	CAVAMAC	1 679	1 700	1 719	1 713	1 712	1 763	1 853	1 901
	CAVEC	3 556	3 727	3 895	2 708	2 824	2 937	3 074	3 166
	CIPAV - PL	70 118	68 847	66 902	66 810	68 982	70 101	70 573	70 534
	CIPAV - ME	n.d.	n.d.	80 566	86 583	114 616	126 519	135 488	144 274
	253 729	258 834	344 368	356 788	394 741	417 042	435 317	452 810	
Hommes	CPRN	6 268	6 186	6 143	6 085	6 010	5 931	5 870	5 788
	CAVOM	3 505	3 461	3 356	3 069	3 018	2 948	2 901	2 845
	CARMF	86 191	85 883	85 337	84 089	82 739	81 446	80 011	78 329
	CARCDSF	23 799	23 417	22 858	22 674	22 353	22 419	22 259	21 977
	CAVP	15 629	15 424	15 206	15 080	14 920	14 731	14 557	14 365
	CARPIMKO	46 118	47 182	48 482	50 110	51 888	53 781	55 452	57 552
	CARPV	7 004	6 985	6 987	6 950	6 892	6 878	6 826	6 767
	CAVAMAC	11 170	10 867	10 660	10 457	10 190	10 073	9 965	9 717
	CAVEC	15 253	14 946	14 851	11 168	11 138	11 122	11 175	11 012
	CIPAV - PL	150 824	148 152	149 027	149 473	153 558	153 324	150 167	144 592
	CIPAV - ME	n.d.	n.d.	124 041	127 607	148 375	155 970	161 147	164 421
	365 761	362 503	486 948	486 762	511 081	518 623	520 330	517 365	
Affiliés en exercice	CPRN	8 170	8 205	8 306	8 380	8 424	8 487	8 542	8 520
	CAVOM	4 724	4 703	4 631	4 237	4 193	4 141	4 113	4 094
	CARMF	125 169	125 418	125 477	125 051	124 516	124 299	123 946	123 144
	CARCDSF	39 676	39 868	39 888	40 215	40 435	41 766	42 515	43 137
	CAVP	33 108	32 648	32 292	32 233	32 000	31 744	31 445	31 003
	CARPIMKO	146 443	152 492	159 077	166 788	174 561	182 899	190 979	199 843
	CARPV	9 600	9 764	9 984	10 127	10 298	10 520	10 665	10 817
	CAVAMAC	12 849	12 567	12 379	12 170	11 902	11 836	11 818	11 618
	CAVEC	18 809	18 673	18 746	13 876	13 962	14 059	14 249	14 178
	CIPAV - PL	220 942	216 999	215 929	216 283	222 540	223 425	220 740	215 126
	CIPAV - ME	n.d.	n.d.	204 607	214 190	262 991	282 489	296 635	308 695
	619 490	621 337	831 316	843 550	905 822	935 665	955 647	970 175	

Répartition hommes - femmes au 30 juin 2017

Hommes

Femmes



Affiliés CCPL

Conjoints collaborateurs au 30.06.2017	Cotisants			Retraités		Âge moyen			
	Femmes	Hommes	Total	Droits propres	Droits dérivés	Immatriculation		Liquidation	
						2016	2017	2016	2017
CPRN	27	15	42	31	-	51,00	43,25	65,00	67,50
CAVOM	19	4	23	23	-	68,40	-	65,20	65,20
CARMF	1 458	143	1 601	1 916	6	50,04	49,93	65,20	65,03
CARCDSF	313	30	343	216	-	44,89	46,04	63,80	64,00
CAVP	347	172	519	465	9	49,76	51,01	63,28	64,10
CARPIMKO	355	77	432	330	1	44,23	43,53	64,14	64,41
CARPV	54	4	58	14	-	40,79	46,50	-	-
CAVAMAC	235	8	243	452	2	41,40	43,60	63,10	61,60
CAVEC	99	6	105	106	-	51,08	51,33	63,83	64,25
CIPAV	745	105	850	290	-	46,48	45,29	63,59	64,28
	3 652	564	4 216	3 843	18	47,42	48,16	64,37	64,36

Conjoints collaborateurs		2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Cotisants au 30.06	CPRN	20	28	29	29	30	34	36	38	39	41
	CAVOM	32	29	30	32	29	29	29	26	26	25
	CARMF	1 421	2 077	2 157	2 122	2 093	2 042	1 968	1 861	1 756	1 648
	CARCDSF *	156	252	285	311	328	333	329	332	329	333
	CAVP	360	395	443	698	669	646	632	603	579	557
	CARPIMKO	345	471	504	520	500	502	499	475	458	454
	CARPV	9	39	51	59	58	59	57	53	52	53
	CAVAMAC	199	441	412	384	360	342	315	302	275	255
	CAVEC	86	85	109	119	122	117	120	114	116	117
	CIPAV	589	752	856	883	1 086	1 064	1 079	1 037	991	916
	3 217	4 569	4 876	5 157	5 275	5 168	5 064	4 841	4 621	4 399	
Retraités droits propres au 30.06	CPRN	11	12	13	17	18	19	24	26	28	29
	CAVOM	14	14	18	18	15	19	20	19	21	22
	CARMF	551	630	695	784	912	1 047	1 181	1 357	1 564	1 760
	CARCDSF *	42	43	51	61	67	104	126	150	193	201
	CAVP	135	152	177	193	226	270	304	342	383	416
	CARPIMKO	67	78	99	119	149	172	203	231	266	296
	CARPV	-	-	-	-	5	7	8	10	14	14
	CAVAMAC	186	219	240	269	304	339	368	392	420	420
	CAVEC	42	42	42	42	47	58	66	70	75	82
	CIPAV	199	200	206	215	222	230	237	251	260	274
	1 247	1 390	1 541	1 718	1 965	2 265	2 537	2 848	3 224	3 514	

* A compter du 1er janvier 2009, les ressortissants de la CARSAF ont rejoint la CARCDSF

Conjoints collaborateurs au 30.06	Âge moyen à l'immatriculation					Âge moyen à la liquidation				
	2011	2012	2013	2014	2015	2011	2012	2013	2014	2015
CPRN	41,00	40,00	44,83	44,00	49,67	64,00	65,00	62,75	63,67	64,00
CAVOM	-	27,60	-	-	-	-	63,30	63,15	-	66,35
CARMF	49,92	50,89	48,48	49,63	49,83	64,42	64,88	64,61	65,00	64,92
CARCDSF	45,88	50,50	44,42	42,00	45,00	64,85	64,00	64,54	65,00	64,15
CAVP	46,15	46,25	47,56	47,63	47,49	62,97	62,75	63,41	65,07	63,75
CARPIMKO	43,95	46,11	45,68	44,83	48,08	63,20	63,83	64,41	63,44	63,61
CARPV	43,87	45,94	46,59	54,85	-	63,21	61,13	65,37	-	63,30
CAVAMAC	39,80	43,40	40,00	48,20	42,18	63,10	63,70	64,06	63,80	63,34
CAVEC	50,33	52,90	42,22	41,76	47,61	-	64,40	64,77	63,60	64,00
CIPAV	43,97	43,87	45,37	43,72	45,79	61,49	63,10	65,19	63,07	63,33
MOYENNE	46,33	47,63	46,57	47,49	47,96	63,79	64,15	64,38	64,65	64,37

Conjoints collaborateurs au 30.06	Immatriculations nouvelles					Liquidations titulaires				
	2013	2014	2015	2016	2017	2013	2014	2015	2016	2017
CPRN	6	7	3	4	4	4	3	4	1	4
CAVOM	1	0	0	1	0	2	0	2	1	1
CARMF	126	116	114	111	108	142	188	216	211	178
CARCDSF	18	16	15	19	17	22	24	23	29	9
CAVP	36	21	30	31	23	35	42	44	36	56
CARPIMKO	28	18	24	31	19	33	29	38	34	35
CARPV	5	3	0	5	2	1	0	3	0	0
CAVAMAC	15	15	17	34	13	35	29	41	72	40
CAVEC	9	5	9	4	3	9	5	6	6	7
CIPAV	54	25	28	29	21	16	15	12	22	23
	298	226	240	269	210	299	335	389	412	353

Liquidation conjoints survivants en 2013 : CRN (1), CAVP (1) - en 2016 : CAVP (1), CRN (2), CAVAMAC (1) - en 2017 : CPRN (3), CAVAMAC (1)

Affiliés CCPL et des DOM au 30.06	Cotisants des DOM				Retraités titulaires des DOM				Conjoints survivants des DOM			
	2014	2015	2016	2017	2014	2015	2016	2017	2014	2015	2016	2017
CPRN	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
CAVOM	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
CARMF	18	17	16	16	2	4	6	6	-	-	-	-
CARCDSF	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-
CAVP	6	5	5	6	-	-	-	-	-	-	-	-
CARPIMKO	5	6	6	6	2	2	2	2	-	-	-	-
CARPV	-	1	2	2	-	-	-	-	-	-	-	-
CAVAMAC	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
CAVEC	-	-	-	-	-	1	1	1	-	-	-	-
CIPAV	9	9	7	7	-	-	-	-	-	-	-	-
	38	38	37	38	4	7	9	9	-	-	-	-

ASSURANCE VIEILLESSE DE BASE GESTION TECHNIQUE

Dépenses

Régime de base exercice 2016 (en K€)	Prestations	Compensation nationale	Frais administratifs	Action sociale	Pertes sur créances irrécouvrables	Provision pour dépréciation de créances	Divers	Total dépenses
CPRN	34 650	-	1 060	82	-	25	-	35 817
CAVOM	18 737	-	701	40	-	385	-	19 863
CARMF	448 722	-	6 909	1 078	809	2 676	3	460 197
CARCDSF	147 997	-	3 369	363	774	849	-	153 352
CAVP	128 155	-	2 768	193	64	272	-	131 452
CARPIMKO	262 038	-	7 829	708	6 069	18 587	8 692	303 923
CARPV	27 528	-	1 068	84	59	-	-	28 739
CAVAMAC	102 336	-	2 907	207	142	110	2	105 704
CAVEC	61 060	-	1 609	139	227	600	-	63 635
CIPAV	213 758	-	12 426	2 328	1 945	-	132	230 589
CNAVPL (*)	-	742 960	5 479	-	-	-	-	748 439
	1 444 981	742 960	46 125	5 222	10 089	23 504	8 829	2 281 710

(*) dont 1 476 M€ de dotation aux investissements

Ressources

Régime de base exercice 2016 (en K€)	Cotisations Titulaires tranche 1	Cotisations Titulaires tranche 2	Cotisations CCPL tranche 1	Cotisations CCPL tranche 2	Autres cotisations sociales	Cotisations prises en charge par l'Etat	Majorations de retard	Capitaux de rachats	Revenus financiers	Reprise sur provis. techniques	Divers	Total ressources
CPRN	28 857	24 722	80	21	-	-	25	-	-	-	-	53 705
CAVOM	13 077	9 893	43	16	-	-	70	-	-	-	-	23 099
CARMF	395 655	262 820	3 066	894	1 086	-	2 125	3 084	-	-	390	669 120
CARCDSF	130 398	75 231	571	185	217	-	(28)	226	-	-	23	206 823
CAVP	95 406	48 101	1 082	320	180	-	98	59	-	-	18	145 264
CARPIMKO	601 858	205 731	786	136	1 490	-	609	1 214	-	-	256	812 080
CARPV	32 438	15 270	82	32	-	-	(11)	251	-	28	-	48 090
CAVAMAC	36 760	22 329	455	155	252	-	102	60	-	-	518	60 631
CAVEC	41 905	25 650	191	(16)	58	-	(127)	-	-	-	210	67 871
CIPAV	563 614	144 087	1 145	339	1 987	(26)	1 671	2	-	71 704	113	784 636
CNAVPL	-	-	-	-	-	-	-	-	44 611	-	-	44 611
	1 939 968	833 834	7 501	2 082	5 270	(26)	4 534	4 896	44 611	71 732	1 528	2 915 930
Résultat												634 220

ASSURANCE VIEILLESSE DE BASE RESERVES

En application du 1^{er} alinéa du paragraphe IV de l'article 96 de la loi n° 2003-775 du 21 août 2003 portant réforme des retraites, les sections professionnelles ont transféré à la CNAVPL une fraction des réserves qu'elles géraient au titre du régime d'assurance vieillesse de base, égale à 3 mois de prestations servies au titre de l'année 2002, après application à ce montant du taux de revalorisation pour 2003 de l'allocation aux vieux travailleurs salariés, soit 157 831 546 €.

en euros

Année d'exercice	Réserves régime de base au 31/12	Résultat de l'exercice	Réserves après affectation du résultat	Apport	Transfert
2004	205 850 658,91	68 801 633,56	274 652 292,47		
2005	274 652 292,47	20 871 478,57	295 523 771,04		(156 791,00)
2006	295 366 980,04	122 336 773,93	417 703 753,97	10 000 000,00	
2007	427 703 753,97	69 932 818,27	497 636 572,24		21 260 203,26
2008	518 896 775,50	(5 009 012,45)	513 887 763,05		(229 321,82)
2009	513 658 441,23	126 461 739,42	640 120 180,65		
2010	640 120 180,65	(20 873 798,56)	619 246 382,09		
2011	619 246 382,09	(73 641 659,56)	545 604 722,53		1 373 689,70
2012	546 978 412,23	(102 951 843,11)	444 026 569,12		
2013	444 026 569,12	113 258 109,53	557 284 678,65		
2014	557 284 678,65	124 383 704,91	681 668 383,56		
2015	681 668 383,56	425 938 015,66	1 107 606 399,22		
2016	1 107 606 399,22	634 220 149,55	1 741 826 548,77		

Etats des effectifs du régime de base au 30 juin 2017

EXERCICE 2017		TOTAL	CPRN	CAVOM	CARMF	CARGDSF	CAVP	CARPIMKO	CARPV	CAVAMAC	CAVEC	CIPAV-PL	CIPAV-ME
AFFILIES EN EXERCICE		1 012 470	8 455	4 021	123 092	43 653	30 658	208 368	10 944	11 527	14 299	224 166	333 287
Moins de 65 ans (nés après le 30-06-1952)		934 373	7 881	3 661	106 646	41 046	28 799	203 425	10 675	11 264	12 567	203 079	306 290
Normalux *		869 019	7 861	3 653	103 402	40 355	28 407	196 243	10 510	11 032	12 243	196 372	258 941
Invalides 100% en exercice *		223	0	0	3	0	0	215	0	0	0	5	0
Bénéficiaires du report (art. L.131-6-1)		1 669	0	0	835	15	0	383	0	0	17	419	0
Exonérés maladie (art. L.642-3)		4 882	0	9	904	289	38	3 393	23	27	14	185	0
Exonérés ACCRE et salariés créateurs d'entreprise *		55 081	20	16	4 882	326	315	2 903	129	188	109	4 595	46 414
Allocataires-cotisants *		3 499	0	3	66	61	39	288	13	17	204	1 503	935
Plus de 65 ans (nés avant le 30-06-1952)		78 097	574	340	17 446	2 607	1 859	4 943	269	263	1 712	21 087	26 997
Cotisants non allocataires *		50 200	562	261	5 594	885	1 308	2 779	119	217	557	14 516	24 002
Invalides 100% en exercice *		8	0	0	0	0	0	5	0	0	0	3	0
Bénéficiaires du report (art. L.131-6-1)		89	0	0	7	0	0	1	0	0	0	81	0
Exonérés maladie (art. L.642-3)		263	0	0	148	21	0	67	1	1	2	24	0
Allocataires-cotisants *		27 517	12	79	11 697	1 701	551	2 691	150	45	1 153	6 463	2 975
ALLOCATAIRES TITULAIRES NON-COTISANTS		268 815	4 902	2 449	53 618	18 562	20 938	52 668	3 492	27 209	8 133	71 474	5 170
Avant l'âge légal		1 958	0	16	12	3	14	3	0	4	144	1 762	0
De l'âge légal à 65 ans (nés après le 30-06-1952)		20 877	224	104	2 750	1 084	2 013	5 926	206	1 807	506	5 293	964
Allocataires taux plein		6 932	10	13	468	76	439	2 362	13	888	257	1 792	614
Inactifs		2 447	22	13	440	292	187	1 101	13	217	25	137	0
Bénéficiaires de décote (art. R.643-7)		7 117	192	43	1 109	594	1 094	1 282	158	412	91	1 936	206
Bénéficiaires de surcote (art. R.643-8)		4 381	0	35	733	122	293	1 181	22	290	133	1 428	144
Plus de 65 ans (nés avant le 30-06-1952)		245 980	4 678	2 329	50 856	17 475	18 911	46 939	3 266	25 398	7 483	64 419	4 206
Allocataires non-cotisants (taux plein)		131 620	1 423	954	24 851	10 282	7 761	23 933	1 410	18 879	3 275	36 846	2 006
Bénéficiaires de décote (art. R.643-7)		44 295	1 854	395	6 443	4 671	6 765	9 957	1 500	2 006	1 066	9 739	299
Bénéficiaires de surcote (art. R.643-8)		70 065	1 401	980	19 562	2 522	4 385	13 449	376	4 513	3 142	17 834	1 901
TOTAL DES DROITS PROPRES		1 281 285	13 357	6 470	176 710	62 215	51 596	261 236	14 436	38 736	22 432	295 640	338 457
CONJONTS SURVIVANTS													
Survivants de moins de 65 ans		3 279	50	47	935	233	140	143	67	460	116	1 045	43
Survivants de plus de 65 ans		44 972	1 445	809	11 672	3 737	2 486	2 158	1 181	9 536	1 953	9 935	60
TOTAL DES DROITS DERIVES		48 251	1 495	856	12 607	3 970	2 626	2 301	1 248	9 996	2 069	10 980	103
TOTAL GENERAL		1 329 536	14 852	7 326	189 317	66 185	54 222	263 537	15 684	48 732	24 501	306 620	338 560
MAJORATIONS POUR CONJONCT A CHARGE													
(liquidation postérieure à la Loi du 02-01-1984)		2 707	164	25	1 054	233	114	27	141	377	0	566	6
COTISANTS REELS *		922 280	8 655	4 012	121 198	43 328	30 620	204 524	10 921	11 499	14 266	223 457	(1) 250 000
ALLOCATAIRES REELS		348 082	6 409	3 387	78 356	24 294	24 154	55 748	4 903	37 267	11 599	90 420	9 183
- Droits propres		299 831	4 914	2 531	66 751	20 324	21 528	55 847	3 665	27 271	9 490	79 440	9 080
- Droits dérivés		48 251	1 495	856	12 607	3 970	2 626	2 301	1 248	9 996	2 069	10 980	103
IMMATRICULES		1 329 536	14 852	7 326	189 317	66 185	54 222	263 537	15 684	48 732	24 501	306 620	338 560
- Droits propres		1 281 285	13 357	6 470	176 710	62 215	51 596	261 236	14 436	38 736	22 432	295 640	338 457
- Droits dérivés		48 251	1 495	856	12 607	3 970	2 626	2 301	1 248	9 996	2 069	10 980	103

(1) concerne seulement les micro-entrepreneurs économiquement actifs - estimation CNAVPL